



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/101
13 janvier 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 20 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'ENFANT

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants,
la prostitution des enfants et la pornographie impliquant
des enfants, Mme Ofelia Calcetas-Santos

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 3	2
I. METHODES DE TRAVAIL ET ACTIVITES	4 - 8	2
A. Méthodes de travail	4 - 6	2
B. Activités	7 - 8	4
II. VENTE D'ENFANTS, PROSTITUTION DES ENFANTS ET PEDOPORNOGRAPHIE : FAITS NOUVEAUX SURVENUS AU PLAN INTERNATIONAL	9 - 24	4
III. ROLE DES MEDIAS ET DE L'EDUCATION	25 - 142	8
A. Cadre juridique international	29 - 38	8
B. Le rôle des médias traditionnels	39 - 73	10
C. Les médias et les droits de la défense	74 - 78	19
D. Les nouveaux médias	79 - 109	20
E. Le rôle de catalyseur de l'éducation	110 - 142	27
IV. RECOMMANDATIONS	143 - 148	35
A. Les médias et l'éducation	143 - 145	35
B. Mise en place de réseaux entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales	146 - 148	39

INTRODUCTION

1. A sa cinquante-troisième session, dans sa résolution 1997/78 du 18 avril 1997, la Commission des droits de l'homme a accueilli avec satisfaction le rapport du Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (E/CN.4/1997/95 et Add.1 et 2). Dans la même résolution, elle a prié le Rapporteur spécial de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session (A/52/482) et un rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session.

2. La Commission a par ailleurs invité tous les Etats à élaborer, mettre en oeuvre et faire appliquer d'urgence des mesures destinées à éliminer la vente d'enfants et leur exploitation sexuelle, notamment dans le cadre du tourisme sexuel impliquant des enfants et d'autres formes de prostitution des enfants et de pornographie impliquant des enfants, y compris des mesures allant dans le sens de celles énoncées dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne ainsi que dans la Déclaration et le Programme d'action adoptés par le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Elle a demandé aux Etats d'ériger en infractions pénales l'exploitation des enfants à des fins commerciales et toutes les autres formes d'exploitation sexuelle, en veillant à ne pas pénaliser les enfants qui sont victimes de ces pratiques, et à poursuivre les délinquants, qu'il s'agisse de nationaux ou d'étrangers.

3. La Commission a également invité les Etats à veiller à ce que tous les services et organismes de répression compétents resserrent leurs liens de coopération et agissent davantage de concert en vue de mettre fin à l'existence d'un marché qui encourage ces pratiques criminelles contre les enfants et de démanteler les réseaux nationaux, régionaux et internationaux de traite des enfants. Le présent rapport, présenté conformément à la résolution 1997/78, passe en revue les faits récents survenus et les initiatives prises à cet égard, aux niveaux national et international, depuis que la Rapporteuse spéciale a présenté son rapport à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme.

I. METHODES DE TRAVAIL ET ACTIVITES

A. Méthodes de travail

4. Au cours des deux dernières années, la Rapporteuse spéciale s'est concentrée, dans le cadre de son mandat, sur la question de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Ayant identifié trois facteurs susceptibles à son avis d'avoir un effet catalyseur dans le domaine de l'exploitation sexuelle des enfants, dans un sens préventif ou incitatif, elle a étudié tout d'abord le rôle du système judiciaire à cet égard (voir A/51/456 et E/CN.4/1997/95). Cette année, elle a analysé de la même manière les rôles joués par les médias et le système éducatif, notamment l'Internet en expansion rapide.

5. Le 30 juin 1997, la Rapporteuse spéciale a écrit à tous les gouvernements ainsi qu'aux organes et organismes des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés, pour leur demander des renseignements et des documents sur les médias, les systèmes de communication et le système scolaire ayant un rapport avec l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Elle leur a demandé tout particulièrement des renseignements sur les points suivants :

a) Programmes de télévision ou publicité dénonçant l'exploitation sexuelle des enfants ou y incitant; directives nationales relatives aux publics cibles, aux heures de diffusion et aux conseils aux parents;

b) Publicité ou campagnes publicitaires contre le tourisme sexuel et l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales, telles que publicités dans les aéroports, brochures, affiches, articles promotionnels;

c) Couverture médiatique (journaux, télévision et radio) des procès liés à l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales (pédopornographie et Internet par exemple), débats publics sur les peines dont devraient être passibles les délinquants sexuels;

d) Programmes scolaires : élaboration de programmes d'éducation sexuelle, notamment sensibilisation aux dangers de l'exploitation sexuelle et information sur les services d'aide existants; programmes d'éducation à l'intention des adultes;

e) Programmes d'éducation ou de formation à l'intention des spécialistes travaillant dans des domaines stratégiques : personnel des services d'immigration, agents de la force publique, personnel médical et travailleurs sociaux;

f) Programmes de réinsertion et de sensibilisation, structures ou services de soutien existant pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et pour les délinquants sexuels.

6. Les réponses reçues de trois gouvernements, de huit organismes des Nations Unies et de 13 organisations ainsi qu'une grande partie de leurs observations ont été incluses dans le rapport que la Rapporteuse spéciale a présenté à l'Assemblée générale récemment (A/52/482). Etant donné que bon nombre des renseignements fournis portaient sur les médias, la Rapporteuse spéciale a mis l'accent dans ce rapport sur le rôle des médias et de l'Internet. Depuis, les Gouvernements canadien, chinois, finlandais, israélien, pakistanaï et péruvien ont envoyé des réponses. Le Conseil de l'Europe et l'Organisation de l'unité africaine ont aussi communiqué des renseignements à la Rapporteuse spéciale. Des réponses ont été reçues aussi de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Les organisations non gouvernementales suivantes ont également fait parvenir des informations à la Rapporteuse spéciale : All Pakistan Women's Federation; Centro de Estudios y Rehabilitación Psicosocial (CERSON) (Chili); Childline (Royaume-Uni); Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales (Norvège) ainsi que le Sous-Groupe des ONG sur l'exploitation sexuelle des

enfants (Suisse). Les observations accompagnant ces réponses sont incluses dans le présent rapport.

B. Activités

7. Depuis la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale a effectué deux missions sur le terrain. En août 1997, elle s'est rendue au Kenya (Nairobi, Mombasa et Malindi). Le rapport qu'elle a établi sur cette mission est contenu dans le document E/CN.4/1998/101/Add.1. En novembre 1997, elle s'est rendue au Mexique (Mexico (D.F.), Xalapa et Puerto de Veracruz (Veracruz), Cancún (Quintana-Roo), Ciudad Juárez (Chihuahua) et Tijuana (Baja California)). Le rapport de cette mission figure dans le document E/CN.4/1998/101/Add.2.

8. En octobre 1997, la Rapporteuse spéciale a été invitée à prendre la parole à la septième réunion des Premières Dames des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur la question de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

II. VENTE D'ENFANTS, PROSTITUTION DES ENFANTS ET PEDOPORNOGRAPHIE : FAITS NOUVEAUX SURVENUS AU PLAN INTERNATIONAL

9. En Nouvelle-Galles du Sud (Australie), deux hommes se sont récemment suicidés et un troisième a fait une tentative de suicide lui ayant occasionné des lésions au cerveau gauche, après qu'ils avaient été l'objet d'enquêtes menées par les services de protection de l'enfance de la Nouvelle-Galles du Sud pour sévices à enfants. Des enregistrements informatiques à caractère pédopornographique avaient été saisis chez des particuliers dans la région et la garde d'un adolescent avait été retirée à l'un des hommes. Les hommes décédés avaient été inculpés récemment pour sévices sexuels à enfants et mis en liberté provisoire sous caution. Il y a eu récemment en Australie toute une série de suicides commis par des hommes qui faisaient l'objet d'enquêtes pour sévices à enfants, y compris un juge à la retraite ¹.

10. En Nouvelle-Zélande, la police a mis au point une stratégie pour faciliter la prévention et la détection de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Dans ce cadre, les autorités néo-zélandaises ont activement oeuvré à la suppression de l'exploitation sexuelle des enfants et des sévices dont ils sont victimes et le problème de l'utilisation de l'Internet à des fins pédopornographiques a été abordé.

11. Aux Etats-Unis d'Amérique, plus de 40 Etats ont maintenant adopté leur version de la "loi Megan" ("Megan's Law") qui stipule que les collectivités de toute l'Amérique doivent être informées lorsqu'une personne condamnée pour pédophilie s'installe dans telle ou telle région. La loi porte le nom d'un enfant de sept ans qui a été violé et assassiné en 1994. Ce crime atroce a été commis par un homme condamné pour pédophilie à deux reprises et qui avec deux autres délinquants sexuels déjà condamnés, avait emménagé dans une maison située presque en face de celle de la victime. Le crime a été commis dans une

¹Daily Telegraph, 4 novembre 1997, Londres.

rue de banlieue tranquille et a fait naître un sentiment d'insécurité dans des quartiers bourgeois théoriquement sûrs ².

12. Aux Etats-Unis également, l'Eglise catholique romaine de Dallas a été condamnée à verser 119 millions de dollars des Etats-Unis de dommages-intérêts pour avoir ignoré des indices portant à croire qu'un prêtre abusait sexuellement de 11 enfants de chœur depuis longtemps et pour avoir dissimulé l'affaire. L'une des victimes se serait suicidée ultérieurement à cause, semble-t-il, des sévices subis ³.

13. D'après une organisation non gouvernementale qui s'occupe d'enfants des rues, de plus en plus de personnes pratiquant le tourisme sexuel se rendent dans des pays d'Amérique centrale depuis les opérations récentes menées contre le tourisme sexuel en Asie et les restrictions dont il fait l'objet. L'extrême pauvreté et l'insuffisance du système judiciaire donnent aux pédophiles l'impression qu'ils peuvent aller en Amérique centrale et abuser sexuellement d'enfants sans risquer d'avoir à rendre compte de leurs actes devant la justice.

14. Au Costa Rica, un Suisse et une Allemande ont été condamnés en mai 1997 à quatre ans d'emprisonnement parce qu'ils géraient une maison de prostitution dans laquelle des mineurs étaient employés. A San José, deux Américains ont été arrêtés en septembre pour avoir monté une affaire de "tourisme sexuel" : des étrangers étaient accueillis à l'aéroport et emmenés directement dans une maison de prostitution de la capitale, où ils avaient des relations sexuelles avec des mineurs.

15. La Rapporteuse spéciale a été particulièrement préoccupée par les allégations qu'elle a reçues, selon lesquelles plus de 30 000 enfants de la République dominicaine travaillent comme prostitués pour échapper à la pauvreté ⁴. La plupart de ces enfants ne vivent plus avec leurs parents, soit que ceux-ci les aient rejetés soit qu'ils préfèrent travailler dans la rue pour gagner de l'argent pour eux-mêmes ou pour leurs parents. Des mineurs exercent couramment ce métier à Saint-Domingue et dans d'autres zones touristiques comme Boca Chica et Puerto Plata.

16. On a aussi appris qu'un pédophile avait été arrêté récemment en Floride pour avoir fait entrer un jeune garçon hondurien aux Etats-Unis à des fins d'exploitation. Un autre, décrit comme étant l'un des criminels les plus recherchés, contre lequel 85 motifs d'inculpation de pédophilie avaient été retenus, a été arrêté au Honduras par Interpol. Il reste que les lois du Honduras, souvent, ne protègent pas efficacement les enfants. La plupart des infractions commises contre des enfants sont considérées comme des crimes privés contre lesquels les autorités ne peuvent intervenir à moins que l'enfant ou ses parents ne leur aient adressé une plainte.

²Daily Telegraph, 6 mai 1997, Londres.

³The Times, 26 juillet 1997, Londres.

⁴Estimation de l'UNICEF figurant sur le réseau électronique "Street Kid List".

17. La Rapporteuse spéciale a été informée qu'au Honduras également une Guatémaltèque avait été récemment condamnée à deux ans et huit mois d'emprisonnement pour avoir tenté de faire passer la frontière entre le Honduras et le Guatemala à cinq adolescents.

18. Au Royaume-Uni, à la suite des événements survenus récemment, les tribunaux vont être habilités à interdire aux pédophiles les terrains de jeux, entrées d'écoles et autres lieux publics fréquentés par des enfants. Une ordonnance de protection communautaire sera publiée, interdisant aux personnes condamnées pour infraction sexuelle de se rendre dans certains endroits considérés comme susceptibles d'être des lieux de récidive. Les auteurs d'infractions sexuelles qui ont été libérés de prison depuis le 1er septembre 1997 doivent donner leur adresse à la police ⁵.

19. Le Gouvernement norvégien, avec la participation de l'Organisation internationale du Travail et de l'UNICEF, a organisé à Oslo, du 27 au 30 octobre 1997 une conférence ministérielle sur le travail des enfants à laquelle 40 pays étaient représentés. Les participants sont convenus que la prostitution et la pornographie, ainsi que la persistance de l'exploitation des enfants employés à des travaux dangereux et pénibles et traités comme des esclaves, constituaient les formes les plus intolérables du travail des enfants, dont pas moins de 250 millions d'enfants dans le monde étaient victimes. La question de l'importance capitale d'une législation visant à éliminer le travail des enfants dans le monde a été examinée ainsi que celle de la nécessité d'agir sur trois plans : celui de l'éducation, celui de la mobilisation sociale et celui de la coopération pour le développement.

20. L'Allemagne a lancé une nouvelle campagne contre les sévices à enfants, la pédopornographie et le tourisme sexuel, associant des sanctions plus sévères à des programmes éducatifs préventifs. Le Ministère de la jeunesse a publié des films, des bandes dessinées et des brochures éducatifs à l'intention des enfants et de leurs parents et il a le projet d'accroître le nombre des permanences téléphoniques. Davantage de crédits vont être alloués à la formation des enseignants, des policiers, des avocats, du personnel médical et des guides touristiques pour les sensibiliser davantage aux problèmes des sévices à enfants. On estime à 200 000 environ le nombre d'Allemands qui se rendent à l'étranger chaque année pour avoir des relations sexuelles avec des enfants, leur préférence allant souvent aux filles au début de l'adolescence. On a appris aussi que des agences allemandes spécialisées dans le commerce du sexe proposaient des mineures russes. Des fonds d'assistance sont versés par l'Allemagne pour soutenir des activités de formation à l'intention des enfants de pays comme la Thaïlande pour les empêcher de recourir à la prostitution ⁶.

21. A la suite de l'arrestation à l'aéroport de Milan d'un couple se faisant passer pour des touristes japonais avec une petite fille, les enquêteurs italiens ont déclaré récemment qu'ils avaient démantelé un réseau international de pédophiles, par lequel des enfants de l'Asie de l'Est étaient introduits clandestinement aux Etats-Unis. L'enfant, âgée de 12 ans, qui

⁵The Daily Telegraph, 6 novembre 1997, Londres.

⁶Communiqué de l'agence de presse Reuters, 29 juillet 1997.

aurait été échangée par ses parents en Chine contre la somme de 58 000 dollars des Etats-Unis environ, allait être vendue aux Etats-Unis. Les enquêteurs pensaient qu'un groupe dirigé par des Japonais envoyait des enfants chinois aux Etats-Unis à des fins de prostitution et d'activités pédophiles. La petite fille a déclaré que lorsqu'elle était à Bangkok, elle avait vu une quinzaine d'autres enfants dans la même situation qu'elle ⁷.

22. En Italie, une nouvelle loi assimile l'exploitation sexuelle des enfants à de l'esclavage et impose pour cette infraction une peine de 12 ans d'emprisonnement. Le Parlement examine actuellement un projet de loi visant à rendre plus sévères les peines infligées pour exploitation sexuelle des enfants ou organisation de tourisme sexuel; la loi s'appliquerait aussi aux Italiens se rendant coupables d'infractions sexuelles à l'égard d'enfants à l'étranger. Ce projet de loi, connu sous le nom de "Projet de loi sur la défense des droits et des chances des enfants et des adolescents" prévoit de condamner à des peines graves les personnes qui produisent et/ou diffusent des documents utilisant des enfants, par le biais de l'Internet. Elle prévoit aussi la fourniture d'une aide psychologique aux enfants qui ont été victimes de sévices ainsi qu'aux auteurs desdits sévices ⁸.

23. La France a mené récemment la plus grande enquête qui ait été menée dans le monde contre un réseau de pédophiles. Quelque 2 500 policiers ont été envoyés faire des perquisitions dans 800 foyers environ répartis dans la France entière après le début du procès à Paris de 71 Français accusés d'avoir organisé un réseau de vidéos pédophiles impliquant des jeunes garçons ou de s'y être abonnés. Au bout d'une semaine, des enquêtes avaient été engagées contre 323 personnes. Parmi ces hommes, cinq se sont suicidés plutôt que d'avoir à subir une enquête et un procès ⁹.

24. La Fédération de Russie assiste à ce qui a été décrit comme étant une "épidémie" d'enfants des rues, que l'on appelle des besprizorniki, ou laissés-pour-compte. D'après les estimations de l'ONU, quatre enfants russes sur dix vivent dans la pauvreté et il n'y aurait pas moins de 6 000 enfants vagabonds à Moscou. L'instabilité sociale et familiale est en partie la cause de l'accroissement du nombre d'enfants fugueurs, sans foyer, orphelins ou victimes de sévices, y compris d'enfants migrants en provenance d'anciennes républiques soviétiques. Pour certains, il n'y a d'autre choix pour échapper aux duretés de la vie dans la rue que de "sniffer" de la colle ou de boire de la vodka. Le coût de ces dépendances conduit presque inévitablement à vivre une vie de crime et de prostitution ¹⁰.

⁷The Daily Telegraph, 8 novembre 1997, Londres.

⁸Renseignements fournis par ECPAT.

⁹Ibid.

¹⁰International Herald Tribune, 23 septembre 1997.

III. ROLE DES MEDIAS ET DE L'EDUCATION

25. Dans son récent rapport à l'Assemblée générale (A/52/482), la Rapporteuse spéciale a souligné le rôle positif joué par les médias et l'éducation dans la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans l'ensemble du monde. Elle a souligné aussi les dangers potentiels susceptibles de rendre les enfants encore plus vulnérables et d'accroître le risque qu'ils soient exploités sexuellement. Elle s'est penchée avec une attention particulière sur les incidences de l'Internet à cet égard. Dans ce rapport, elle a demandé à nouveau que davantage d'informations soient fournies sur le rôle de l'éducation, tout en saisissant l'occasion pour remercier ceux qui avaient répondu à sa demande, lui permettant de présenter une analyse plus équilibrée des deux facteurs pris en considération dans le présent rapport.

26. Les médias et l'éducation ont de nombreuses facettes communes et l'on pourrait, dans une certaine mesure, les considérer comme un seul et unique instrument d'information générale. Les deux domaines seront cependant examinés séparément mais la Rapporteuse spéciale tient à nouveau à souligner l'importance du rôle joué par les médias comme outil de formation générale, tant pour les enfants que pour les adultes, en ce qui concerne notamment la protection des droits de l'enfant. Dans les sections ci-après, la Rapporteuse spéciale a donné de nouveaux éléments d'information reçus concernant les médias et l'éducation, dont certains avaient déjà été fournis dans le rapport à l'Assemblée générale.

27. La Rapporteuse spéciale voudrait présenter, dans ses grandes lignes, l'arsenal juridique international qui régit la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, mais garantit leurs droits à l'éducation et à l'information. Il est important en même temps de rappeler que le droit des enfants à bénéficier d'une protection contre l'exploitation peut parfois sembler en contradiction avec le droit des médias à la liberté d'expression et d'information.

28. Le droit à la liberté d'expression bénéficie d'une large protection dans la plupart des démocraties, même s'il y fait l'objet d'une vive controverse et de nombreuses interprétations quant à sa portée, son sens et son objectif. Toutefois, le droit des médias à publier et à diffuser des informations, et le droit du public à recevoir des informations doivent être soigneusement mis en balance avec celui des enfants à être protégés contre toute forme de violence et à leur droit au respect de la vie privée. En outre, des affaires récentes impliquant les droits des pédophiles présumés et condamnés ont donné lieu à une grande polémique et à un vif débat dans certains pays.

A. Cadre juridique international

29. La présente section prétend donc définir les droits de l'homme qui visent à protéger les enfants pour leur éviter d'être victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, notamment le droit des enfants d'avoir accès à l'information et à l'éducation. Les droits de toutes les personnes, y compris les enfants, à l'information et à l'éducation, ainsi que le droit de toutes les personnes de communiquer et de diffuser des informations sont également pertinents lorsqu'on examine l'impact des médias

et de l'éducation sur l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants.

30. En vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, les enfants ont, au sens large, droit à la dignité et droit à une identité (voir art. 2, 7, 8, 23, 26 et 40), ainsi que le droit de bénéficier du développement économique, social et culturel (art. 6 et 24). Les Etats parties à la Convention se sont également engagés à protéger les droits de l'enfant en créant et en renforçant un environnement protecteur (art. 3, 9, 11, 16, 19 à 22, 24, 25, 30, 32 à 38) et en s'employant à créer des conditions favorables (art. 18, 23, 24, 26, 31 et 39). Tous ces droits inscrits dans la Convention concernent directement ou indirectement la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle.

31. Plus précisément, en vertu des articles 19 et 34, les Etats parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle en prenant toutes les mesures appropriées pour empêcher que des enfants ne soient incités à se livrer à une activité sexuelle illégale, que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales et que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique.

32. Outre la protection contre l'exploitation sexuelle, l'article 16 stipule qu'aucun enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation. En outre, en vertu du même article, l'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

33. Si tous les Etats parties à la Convention ont accepté de protéger l'enfant pour qu'il ne soit pas victime de l'exploitation sexuelle, plusieurs dispositions de la Convention reconnaissent que l'éducation et les médias jouent un rôle important pour empêcher ces violations en donnant à l'enfant les moyens de se défendre grâce à l'information et à l'éducation.

34. L'une des dispositions essentielles à cet égard est l'article 17, en vertu duquel les Etats parties reconnaissent l'importance de la fonction remplie par les médias et s'engagent à veiller à ce que l'enfant ait accès à l'information et à des matériels provenant de sources nationales et internationales diverses, notamment ceux qui visent à promouvoir son bien-être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique et morale. L'article 13 stipule en outre que l'enfant a droit à la liberté d'expression, droit qui comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce sous une forme écrite, imprimée ou artistique ou par tout autre moyen du choix de l'enfant. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires au respect des droits ou de la réputation d'autrui ou à la sauvegarde de la moralité publique. En vertu des articles 28 et 29, l'enfant a droit à l'éducation et à l'information scolaire, cette éducation devant viser à favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités.

35. Dans l'ensemble de la Convention, c'est l'intérêt supérieur de l'enfant qui est le principe fondamental, principe qui nécessite d'équilibrer soigneusement les droits et libertés de l'enfant et la responsabilité qui incombe à ses parents et tuteurs et à l'ensemble de la société de protéger l'enfant et d'assurer son éducation et son épanouissement ainsi que son intégrité physique, mentale et morale.

36. Tout en jouissant du droit à la liberté d'expression et notamment de la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations conformément à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, toutes les personnes diffusant des informations par l'intermédiaire des médias et de l'éducation, sont également tenues de ne pas enfreindre le droit au respect de la vie privée des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales en vertu de l'article 17 du même Pacte. L'article 19 susmentionné dispose que l'exercice du droit à la liberté d'expression comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales et peut être soumis à certaines restrictions qui doivent être fixées par la loi et qui sont nécessaires au respect des droits ou de la réputation d'autrui et à la sauvegarde de la moralité publique. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tout en consacrant le droit de chacun à l'éducation, souligne que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

37. Le dilemme, déjà signalé plus haut, qui se pose est celui de la protection du droit au respect de la vie privée des personnes exploitant sexuellement les enfants, qui a été largement débattu dans certains pays où les défenseurs des libertés civiles s'opposent à ceux qui soutiennent que l'exercice de ces droits doit faire l'objet de limitations ou de restrictions si celles-ci sont nécessaires à la sauvegarde de la moralité publique.

38. Un autre problème juridique posé par la protection des droits de l'enfant est celui de la définition de la pornographie impliquant des enfants. Le Rapporteur spécial a déjà traité cette question (voir E/CN.4/1997/95/Add.2), en soutenant qu'à cause d'Internet la définition juridique traditionnelle de la pornographie impliquant des enfants, à savoir la représentation visuelle ou l'utilisation de l'enfant à des fins pornographiques, est désormais caduque. C'est pourquoi le Rapporteur spécial encourage le Comité des droits de l'enfant à réaffirmer que la portée de l'article 34 de la Convention relative aux droits de l'enfant devrait également comprendre l'interdiction absolue de la pornographie impliquant des "pseudo-enfants" y compris le "morphage" de corps d'enfants et d'adultes en vue de créer des images pornographiques d'enfants virtuels.

B. Le rôle des médias traditionnels

39. Les médias étant les moyens de communication de masse les plus puissants qui existent aux niveaux national et international, il convient d'étudier de manière approfondie le potentiel dont ils disposent pour protéger les enfants contre l'exploitation et les sévices sexuels. Les médias comprennent de nombreux aspects et peuvent donc atteindre une audience importante et diversifiée. Certains de leurs aspects les plus visibles ont été examinés dans le rapport présenté à l'Assemblée générale de même que leur capacité à influencer

autant positivement que négativement sur la vie de ceux qui sont impliqués dans les différents aspects de l'exploitation sexuelle.

40. Le Comité des droits de l'enfant, lorsqu'il a examiné la question intitulée "l'enfant et les médias" le 7 octobre 1996, a souligné que la presse et les autres médias avaient des fonctions essentielles dans la promotion et la protection des droits fondamentaux des enfants et un rôle très important dans les efforts accomplis pour traduire dans la réalité les principes et les normes de la Convention relative aux droits de l'enfant.

41. A l'issue de ses délibérations, le Comité a identifié trois grands domaines à examiner dans ce contexte :

- a) La participation des enfants aux médias;
- b) La protection de l'enfant contre les influences néfastes véhiculées par les médias;
- c) Le respect de l'intégrité de l'enfant dans les programmes des médias.

42. La Rapporteuse spéciale considère que cette approche est une méthode utile pour examiner à la fois le rôle des divers aspects des médias et la façon dont différents organismes nationaux et internationaux abordent les effets de ces aspects sur l'éducation et la protection des enfants. C'est pour ces raisons et pour fournir des renseignements et une analyse qui soient conformes aux recommandations du Comité que la Rapporteuse spéciale a décidé de mener son analyse en suivant ce canevas.

1. La participation des enfants aux médias

43. L'article 13 de la Convention relative aux droits de l'enfant porte sur le droit à la liberté d'expression de l'enfant et stipule qu'il peut exercer ce droit par tout moyen de son choix. Les médias représentent l'un des moyens qui influencent le plus puissamment l'image que l'enfant a de lui-même ainsi que l'image qui est donnée de lui à la société en général. En conséquence, cette image peut soit inciter au respect des enfants et des jeunes soit propager des préjugés et des stéréotypes qui peuvent avoir un effet négatif sur l'opinion publique. La participation de l'enfant aux médias est donc essentielle mais il importe qu'elle soit conçue de manière à avoir un effet positif sur l'ensemble du public, enfants comme adultes, sans entraîner d'exploitation pour l'enfant participant.

44. A ce propos, plusieurs productions visuelles dans diverses régions du monde ont soulevé des préoccupations. Au Royaume-Uni, un documentaire intitulé "No Child of Mine", sur un enfant de 10 ans victime de sévices sexuels à plusieurs reprises, a été montré. Ce documentaire a été couvert d'éloges pour avoir porté ce sujet à l'attention du public, mais on s'est également inquiété de l'équilibre psychologique de l'actrice âgée de 13 ans qui incarnait la victime car elle devait jouer des scènes de viol très crues. On s'est inquiété aussi de ce que ce film pouvait devenir du matériel de pornographie non explicite pour pédophiles et de ce que l'emploi d'un enfant comme acteur par

les grands moyens d'information pouvait être considéré comme une validation par la société de leur comportement sexuel déviant.

45. Des craintes analogues ont été exprimées concernant l'étiquette "soft porn" (pornographie non explicite) donnée à des matériels de grande distribution, à propos d'un film controversé intitulé "Kids", dont la distribution commerciale normale a été interdite aux Etats-Unis en 1996, ce film dépeignant de manière très réaliste les activités sexuelles et l'abus des drogues pratiqués par un groupe de mineurs.

46. Ce genre de films peut avoir une utilité en faisant prendre conscience de l'ampleur de la sexualité forcée ou consentie des mineurs et en donnant à voir les dégâts qui peuvent en résulter, mais il convient de veiller à éviter de créer un nouveau genre de documentaires susceptibles de rendre le public insensible aux véritables horreurs de la pédophilie et des activités sexuelles enfantines.

47. Il y a un autre domaine dans lequel la participation d'enfants doit être étudiée et réglementée avec soin, c'est celui de l'utilisation d'enfants comme mannequins, dans les catalogues et les défilés de mode. L'utilisation d'adolescentes, dont certaines n'ont pas plus de 13 ans, pour présenter la mode adulte, peut créer l'impression que les corps minces, prépubères, sont les plus sexuellement désirables. Cela va, d'une part, inciter fortement les femmes de tous âges à remodeler leur corps de façon peu naturelle et malsaine mais surtout, cela va dédouaner les pédophiles à leurs propres yeux en faisant apparaître leurs désirs comme normaux, en particulier lorsque les enfants sont encouragés à ressembler à des adultes et à se comporter comme eux devant la caméra. On donne aux enfants concernés l'impression que les adultes approuvent l'idée de leur sexualisation et aux enfants qui voient les photos l'impression fausse que cette façon d'être représenté est souhaitable.

48. Les agents de publicité utilisent aussi beaucoup d'images d'enfants présentés comme des objets sexuels pour vendre pratiquement n'importe quoi, qu'il s'agisse de produits alimentaires, de voitures ou de parfums. Si beaucoup font attention à les présenter tels qu'ils sont, d'autres, dépassant les limites, leur font prendre des poses provocantes. Calvin Klein a récemment cédé aux pressions exercées sur lui et renoncé à sa campagne publicitaire illustrée de photographies d'adolescents dans des poses "suggestives". En Finlande, le médiateur des consommateurs est intervenu dans des cas où la commercialisation d'un produit avait été interprétée comme portant atteinte à la loi sur la protection des consommateurs, qui interdit le recours, en matière de commercialisation, à des méthodes contraires aux bons usages ou jugées déloyales du point de vue du consommateur. C'est ainsi que des publicités dans les journaux présentant des personnes comme des "objets sexuels" ont été abandonnées dans certains cas.

49. Il est arrivé que même en utilisant des enfants d'une manière plus "innocente", des agents de publicité ont créé la possibilité d'une exploitation future sans le vouloir. Des photographies d'enfants en sous-vêtements figurant dans les catalogues de vente par correspondance sont une source facilement accessible de matériels pour les pédophiles et sont fréquemment utilisés, comme l'ont révélé les découvertes de collections

importantes d'articles pour pédophiles au cours de perquisitions policières au domicile des suspects.

50. Des membres de l'Association britannique des photographes, qui travaillent dans la publicité, la mode et l'édition, ont participé à une conférence intitulée "Child Exploitation and the Media Forum", organisée par le Royaume-Uni à la suite du Congrès de Stockholm. L'Association a proposé l'élaboration d'un code d'usages à appliquer dans les cas où des enfants sont utilisés comme mannequins, tout en reconnaissant qu'une réglementation trop stricte risquait de leur faire perdre un peu de leur innocence. Toutefois, ils ont proposé quelques principes directeurs utiles pour appeler l'attention des professionnels et des parents sur les éventuels dangers dans ce domaine. Par exemple :

a) Les photographes doivent éviter de prendre des photographies d'enfants en sous-vêtements;

b) Un enfant ne doit jamais se rendre à une séance de prises de vues sans un accompagnateur et l'accompagnateur doit à tout moment rester dans la pièce où se trouve l'enfant;

c) Des consignes strictes doivent être respectées quant au temps pendant lequel on peut faire travailler et attendre des enfants de différents âges;

d) Les parents doivent être informés des activités, parmi celles que comporte le travail de mannequin, qui sont acceptables car trop souvent, ils sont tellement enthousiastes à l'idée de faire poser leurs enfants pour des photographes qu'ils ne tiennent pas compte des dangers éventuels que comportent les situations dans lesquelles les enfants peuvent être amenés à se trouver.

2. Protection des enfants contre les influences néfastes véhiculées par les médias

51. La protection des enfants contre les influences néfastes véhiculées par les médias doit être double : il faut prendre en considération le préjudice susceptible d'être causé directement à l'enfant en tant que spectateur ainsi que l'impact - certes moins direct, mais tout aussi dangereux - sur le comportement des adultes à l'égard des enfants lorsque les premiers sont constamment exposés à des matériels dans lesquels les activités sexuelles avec des mineurs paraissent être "normales".

52. Cela soulève la question de savoir ce qui peut, objectivement, être considéré comme étant une influence néfaste. Les participants au débat général sur l'enfant et les médias qu'avait organisé le Comité des droits de l'enfant ont estimé qu'il était indispensable d'identifier clairement les "influences néfastes" des médias, encore que cela ne soit pas chose facile, étant donné l'ambivalence des médias à bien des égards.

53. En Europe, depuis le début des années 90, les enfants sont protégés en principe contre la vue d'une violence gratuite à la télévision par la Convention européenne sur la télévision transfrontière ainsi que par la

directive "Télévision sans frontières", de l'Union européenne. Plus récemment, l'évolution des médias et certains événements, tels que les meurtres d'enfants en Belgique par des pédophiles, qui ont mis au jour une exploitation du réseau Internet pour la diffusion d'un matériel pornographique mettant en scène des enfants, ont eu pour effet d'accroître les pressions politiques en faveur de l'adoption de mesures supplémentaires pour protéger les mineurs contre les atteintes sur leur personne et la vue de matériels qui puissent être considérés comme étant préjudiciables à leur épanouissement.

54. En avril 1997, le Parlement européen et le Conseil des ministres sont parvenus à des arrangements sur plusieurs questions très discutées, dont l'amendement visant l'introduction d'une "puce anti-violence", qui avait été proposé par le Parlement. En vertu de cet amendement, les responsables des chaînes de télévision auraient été tenus de coder tous leurs programmes sur la base d'un système de classification commun et chaque poste de télévision aurait dû être équipé d'un mécanisme par lequel les parents auraient pu éliminer certains programmes par filtrage. Toutefois, cet amendement a été jugé prématuré et le Parlement a accepté à la place un texte par lequel la Commission était instamment invitée à procéder à une étude des avantages et inconvénients éventuels de telles mesures. Le Conseil a accepté la proposition du Parlement tendant à ce que les programmes susceptibles de porter atteinte à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs soient précédés d'un avertissement sonore ou marqués d'un symbole visuel tout au long de leur diffusion.

55. Aux Etats-Unis, un nouveau système de classification des programmes de télévision à l'intention des parents (*The TV Parental Guidelines*) est très critiqué par des groupes de défense des droits de l'enfant, lesquels préconisent l'adoption d'une classification neutre qui indiquerait la teneur des différents programmes plutôt qu'elle ne ferait de recommandations quant à l'âge de l'enfant admis à les voir. Il ressort d'une recherche faite par l'organisation américaine Mediascope dans le cadre d'une étude nationale sur les images d'actes de violence à la télévision que le classement d'un programme dans la catégorie 13 ("Vivement déconseillé") ou R ("Restreint"), par exemple, incitait davantage les enfants à le suivre que lorsque la teneur en était indiquée par des formules telles que "images d'actes assez violents" ou "images d'actes de violence crue".

56. La Commission européenne a souligné maintes fois la nécessité de distinguer les matériels illicites, notamment pédopornographiques, d'autres types de matériels tels que les films pornographiques ordinaires ou les films comportant des images d'actes de violence licites, encore que néfastes pour les enfants. Les matériels illicites sont réprimés par les lois en vigueur et peuvent être sanctionnés en conséquence, cependant que la réglementation applicable dans les Etats membres de l'Union européenne aux matériels licites, mais éventuellement néfastes, varie beaucoup d'un pays à l'autre et reflète des normes culturelles et morales diverses, ainsi que l'a souligné la Commission.

57. La protection des mineurs eu égard à la teneur des programmes des médias a également été examinée par le Comité économique et social de l'Union européenne. En février 1996, ce comité a publié un avis invitant à l'établissement d'une politique culturelle européenne à l'intention de

l'enfance (CES 250/96) dans lequel il s'est déclaré consterné par la multiplication des images d'actes de violence et l'emploi accru d'un langage vulgaire dans les programmes de télévision, qui laissaient craindre pour l'épanouissement et le jugement des enfants. Le Comité y pria instamment les Etats membres d'inciter les chaînes de télévision à diffuser des programmes de bonne qualité et de créer des institutions publiques chargées d'évaluer les programmes de télévision pour les enfants et de récompenser les meilleurs d'entre eux.

58. En Europe orientale, les professionnels des médias s'adressant aux enfants, réunis en Slovaquie en 1994, ont adopté à l'issue de trois journées de débats informels la résolution de Bratislava. Le Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse avait invité à se réunir les responsables de la programmation des émissions pour enfants des chaînes de télévision d'Europe orientale, afin de trouver les moyens de lutter contre la dégradation de la qualité de ces programmes après la formation des nouvelles démocraties. Au cours des débats, les participants sont tombés d'accord sur bien des points et ont constaté notamment ce qui suit :

a) Les jeunes enfants ont besoin qu'on leur présente des histoires dans leur propre langue, dans lesquelles interviennent des personnes qui leur paraissent familières et qui se déroulent dans des endroits qui leur rappellent leur propre cadre. Cela renforce le sentiment de leur identité et les rassure;

b) Il convient de protéger les enfants contre les images de certains actes de violence et de sévices qui se multiplient dans les productions d'Europe orientale;

c) Il ne faut pas considérer les enfants comme étant de simples consommateurs ou comme un public captif auquel il faut vendre des produits.

59. Les inquiétudes au sujet des influences néfastes que peuvent avoir les médias à divers égards concernent généralement les divertissements visuels, à savoir la télévision, le cinéma et, à présent, le réseau Internet. Malheureusement, certains moyens de communication ont été exploités non seulement à bon escient, mais aussi à mauvais escient.

60. Le téléphone en est un exemple. Les lignes d'aide aux victimes et les lignes ouvertes 24 heures sur 24 permettent aux victimes de parler des violences qu'elles ont subies, ou aux témoins hésitants de signaler ce qu'ils ont vu sans avoir à affronter l'épreuve d'un face à face. Il est arrivé que des célébrités de la télévision lancent ces lignes spéciales ou en fassent la publicité. Au Royaume-Uni, une présentatrice de télévision célèbre a lancé une ligne à l'écoute des enfants dans le cadre de son programme *That's Life*, ce qui lui a permis de s'adresser à un très vaste public d'un coup. Le programme avait déjà fait appel aux téléspectateurs pour la réalisation d'une enquête sur la maltraitance des enfants et la BBC avait ouvert après le programme une ligne téléphonique pendant 24 heures à l'intention des adultes et des enfants souhaitant appeler. Une ligne téléphonique spéciale et gratuite, ouverte en permanence, avait alors été créée et maintenant - soit plus de 10 ans après - elle dispense des conseils à environ 90 000 enfants et jeunes gens par an. Elle offre gratuitement aux enfants la possibilité de parler de leurs

problèmes de manière confidentielle. Ils peuvent conserver l'anonymat s'ils le souhaitent et ne sont pas tenus de donner le nom de leurs agresseurs. Le numéro de cette ligne spéciale pour les enfants a été largement diffusé par divers moyens et a même été inscrit récemment au dos des tickets d'autobus et des billets de cinéma.

61. Cependant, le téléphone peut également servir à l'exploitation sexuelle des enfants. Un exemple en est les services de messages érotiques par téléphone ("le téléphone rose"). Ces services proposent, contre rémunération, des messages explicites pré-enregistrés ou en direct. Ils sont apparus dans les années 80 et sont devenus une véritable industrie dans plusieurs pays, notamment aux Etats-Unis et au Japon. Dans ces pays, un grand nombre de parents, surpris par l'augmentation brutale de leurs notes de téléphone, ont découvert avec consternation avec quelle facilité leurs enfants pouvaient avoir accès à ces services.

62. Aux Etats-Unis, le Congrès a adopté une législation spéciale criminalisant certaines activités consistant à proposer des messages érotiques par téléphone. Par exemple, la diffusion de messages obscènes ou indécents sur des lignes téléphoniques du secteur privé dans le cadre de communications nationales ou internationales à des personnes âgées de moins de 18 ans a été interdite par un texte portant modification de la loi sur les télécommunications. Ensuite, la Commission fédérale des communications a décidé que les services de messages érotiques par téléphone ne pourraient être fournis qu'entre 21 heures et 8 heures ou que leurs fournisseurs devraient se faire payer par carte de crédit avant de transmettre des messages s'adressant à des adultes. A partir de 1983, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ont cherché une solution qui pouvait s'accorder avec les droits reconnus par la Constitution et ont élaboré un ensemble de lois et règlements.

63. Au Japon, en revanche, l'industrie des communications par téléphone et le Gouvernement, devenus conscients du problème, ont réagi en mettant au point un système de contrôle par les fournisseurs. Ce système a largement servi dans le pays à limiter les manifestations de la sexualité dans des médias tels que le cinéma, les films vidéo et les jeux informatiques. D'autres Etats ont eux aussi réussi à éviter la réglementation en encourageant les industries elles-mêmes à exercer un contrôle et leurs efforts pour trouver un équilibre entre la liberté d'expression et la protection de la vie privée ont été couronnés de quelques succès.

64. Il faut éviter d'encourager le contrôle par les médias eux-mêmes à l'exclusion de tout autre moyen de régler le problème. Il faut montrer à tous les groupes de la société - des responsables de la radio ou de la télévision, aux enseignants, aux parents et aux enfants - comment faire face aux médias dans un esprit critique et constructif. Il convient de familiariser avec la Convention relative aux droits de l'enfant les personnes travaillant dans le milieu des médias et élaborer, à la lumière de la Convention, des principes directeurs à l'intention des médias ou alors modifier en conséquence les principes directeurs existants. Ces professionnels-là devraient appliquer de tels principes directeurs, tandis que les associations sociales et les groupes de consommateurs devraient être habilités à surveiller la teneur des programmes et des heures auxquels ils sont diffusés.

65. Il faudrait tirer parti des écoles et des organisations pour la jeunesse pour sensibiliser les enfants aux moyens de faire face aux questions soulevées par les médias et étudier le rôle des médias en tant que moyen d'expression des enfants eux-mêmes.

3. Respect de l'intégrité de l'enfant dans les programmes des médias

66. Les médias jouent un rôle extrêmement important dans la promotion et la protection des droits de l'homme en général, aussi convient-il que les professionnels de ce secteur - propriétaires, directeurs, rédacteurs et réalisateurs - déploient des efforts particulièrement vigilants pour défendre l'intégrité de l'enfant. Le Groupe de travail sur l'enfant et les médias, qu'a établi le Comité des droits de l'enfant, axe ses travaux sur deux questions, principalement :

- a) la façon dont les médias devraient aborder les enfants;
- b) l'accès de l'enfant aux médias.

a) La façon dont les médias devraient aborder les enfants

67. Tout d'abord, le Groupe étudie la façon dont les médias, en tant que sources d'information, devraient aborder les enfants. La manière dont cette information est traitée est elle aussi importante. Un incident dont la victime est un enfant a indiscutablement une grande valeur médiatique et sa mise en vedette sensibilise le public et l'incite souvent à faire des contributions financières pour tenter d'atténuer de quelque manière les souffrances de l'enfant, ce qui peut être un moyen de réunir les fonds nécessaires pour établir ou étendre des programmes en faveur des enfants. Il arrive trop souvent, cependant, que le fait d'être sous les feux des projecteurs soit lui-même source de souffrances considérables pour les jeunes victimes et les membres de leur famille.

68. Il faut prendre les plus grandes précautions possibles en divulguant des affaires d'agression sexuelle. De tels reportages peuvent avoir de très graves répercussions sur la vie des parties intéressées. Il arrive que les reporters intensifient par mégarde les problèmes associés à l'exploitation sexuelle et accentuent la détresse d'une victime par leur manque de sensibilité. En revanche, les journalistes qui se comportent avec sensibilité et compassion pour les victimes auxquelles ils consacrent des reportages peuvent beaucoup contribuer à l'apaisement des souffrances et de l'angoisse des victimes en les reconnaissant publiquement et en s'efforçant de leur rendre leur dignité. Dans toutes les situations de ce genre, qu'il s'agisse d'interviews, de simulations ou de reportages sur des événements tels que des actes d'agression sexuelle sur la personne d'un enfant, il faut tenir compte avant tout de l'intérêt supérieur de l'enfant et veiller surtout à protéger sa vie privée.

69. Lorsque des poursuites judiciaires sont engagées, la manière dont la presse rend compte des événements peut influencer sur l'issue d'un procès. On pourrait citer de nombreux cas de "procès par les médias" dans lesquels les poursuites judiciaires ont dû être abandonnées devant l'impossibilité de garantir l'équité du procès en raison des jugements a priori apportés par la presse. Ce phénomène ne prive pas seulement la victime de la satisfaction de

voir publiquement reconnaître ses souffrances ainsi que de la possibilité de voir le coupable puni, mais également l'accusé de la possibilité de réfuter les allégations portées contre lui, selon les formes légales. De même, dans certains cas, des journalistes ont par mégarde faussé des preuves en achetant des nouvelles et permis ainsi à des criminels d'échapper à la condamnation pour vice de forme.

70. L'influence que la presse peut exercer sur la manière dont les violences sexuelles sont perçues par le public ne se limite pas au sujet lui-même, mais englobe également la présentation des faits. De nombreux journalistes semblent rendre les femmes et les filles victimes d'atteintes ou d'agressions sexuelles responsables de ces actes. Les reportages sur des viols accompagnés de violences ne peuvent guère susciter l'indignation et la sympathie pour les victimes lorsqu'ils s'accompagnent de photographies où la victime peut sembler sexuellement provocante, ou paraissent dans le même journal que des photographies de femmes aux seins nus. Dans certains pays, les médias semblent souvent confondre les victimes et les agresseurs en publiant les photographies d'enfants victimes d'exploitation sexuelle et en dissimulant le visage des agresseurs.

b) L'accès de l'enfant aux médias

71. La nécessité de protéger les enfants des influences néfastes que peuvent avoir les médias à certains égards ne doit pas éclipser l'importance qu'il y a à donner aux enfants l'accès à cette tribune que sont les médias. Participer, cela signifie pour les enfants consentir à être la source ou le sujet de reportages, à commenter les événements ou à être acteurs et à décider en définitive s'ils veulent ou non participer. Il faut donner aux enfants un moyen d'expression adéquat afin qu'ils puissent aider comme il se doit à sensibiliser le public aux violations des droits de l'homme dont sont victimes des enfants; par leur participation active, les enfants arrivent à comprendre les questions que soulève l'événement particulier qui les met en jeu, plutôt que de rester simplement les récepteurs passifs de l'information. Il importe de reconnaître que les enfants sont les mieux placés pour faire connaître leurs propres besoins, sans oublier pour autant que la capacité de l'enfant de s'exprimer et de former des jugements est une aptitude qui se développe.

72. Les reportages sur le travail des enfants sont l'un des domaines dans lesquels la participation des principaux intéressés est encouragée. Aux Philippines, les responsables du programme international mené sous les auspices de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants cherchent des voies par lesquelles il serait possible de défendre plus activement le droit des enfants d'intervenir dans les médias et les décisions concernant des questions qui les touchent. C'est ainsi, entre autres, qu'il a été fait appel aux talents des enfants qui travaillent pour les prises de vue sur place, qu'on les a consultés sur le but du reportage et l'angle sous lequel il fallait concevoir celui-ci et que l'on s'est renseigné auprès d'eux sur le travail qu'ils font.

73. A Nairobi, un théâtre d'enfants qui comptait au départ 25 acteurs et actrices en réunit aujourd'hui plus de 100 qui sont d'anciens enfants des rues. L'organisation de sensibilisation et d'action directe *Shangilia Mtoto wa Africa* ("Réjouis-toi, enfant de l'Afrique") utilise les pièces de théâtre

jouées par les enfants pour faire la lumière sur les difficultés accrues auxquelles sont confrontés les enfants des rues et sur des questions relatives au travail des enfants. Après une première représentation publique à Nairobi en 1994, cette troupe a reçu une large publicité et suscité un vif intérêt; elle a fait des tournées dans tout le Kenya et à l'étranger. On dispense aux enfants de la troupe un enseignement informel et leur assure les repas, l'hébergement et les soins médicaux; ils acquièrent par leur participation aux activités du théâtre un sentiment de confiance et de réussite sociale. Les pièces jouées par ce théâtre visent d'autres enfants des rues, les décideurs adultes, les parents, les organisations non gouvernementales et le grand public, que ce soit par le biais des émissions de radio et de télévision, des églises ou des écoles.

C. Les médias et les droits de la défense

74. Avant de conclure l'analyse du rôle des médias, il faut aborder la question des droits de ceux qui sont inculpés d'atteintes sexuelles sur la personne d'un enfant ou qui sont impliqués dans la commission de tels actes. Les personnes associées à ces délits suscitent rarement la sympathie. Il n'en demeure pas moins que le nombre de suicides à l'issue d'enquêtes sur des allégations de violences sexuelles à l'égard d'un enfant a pris récemment des proportions que la Rapporteuse spéciale juge alarmantes. Ce phénomène est surtout répandu en France et, dans une moindre mesure, en Australie - la publicité intense donnée par les médias aux multiples investigations faites dernièrement sur des cas de pédophilie dans ces pays a été critiquée en conséquence. Dans la majorité des cas, ces personnes-là se donnent la mort avant qu'un procès soit intenté. A cet égard, la Rapporteuse spéciale tient à rappeler qu'il importe au plus haut point d'assurer l'équité des poursuites dans de telles affaires, à la satisfaction du défendeur. Même pour les délits les plus odieux, la présomption d'innocence doit l'emporter.

75. Dans un même ordre d'idées, la question est de savoir quel est le moyen le plus acceptable de trouver un équilibre entre la protection des droits des personnes condamnées pour délit sexuel et qui sont libérées après avoir exécuté leur peine, d'une part, et la protection des enfants du quartier dans lequel ces personnes ont l'intention de s'installer.

76. Aux Etats-Unis, les voisins de la petite Megan Kanka, 7 ans, ont appris avec indignation que son assassin avait été condamné par deux fois pour atteintes sexuelles avant d'emménager dans la maison en face de celle de sa nouvelle victime. La mère de celle-ci a fait campagne pour l'adoption de lois exigeant qu'avis soit donné aux habitants d'un quartier dans lequel emménagent, après leur libération, des personnes condamnées pour atteintes sexuelles. Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, des lois inspirées de cette affaire ont été adoptées dans le New Jersey et dans d'autres Etats. Dans tout le pays, toute personne condamnée pour atteintes sexuelles et bénéficiant d'une libération conditionnelle doit faire connaître son domicile aux autorités locales et, dans tous les Etats sauf cinq, avis doit être donné sous quelque forme aux habitants d'un quartier dans lequel emménage une personne condamnée pour atteintes sexuelles.

77. Au Royaume-Uni, les pouvoirs publics étudient les moyens de surveiller plus efficacement de telles personnes après leur libération et ont entrepris

d'établir un registre national des pédophiles. Le nombre de délinquants sexuels n'est pas connu, mais est estimé à 110 000 dont la plupart seraient des hommes. Des groupes de défense des droits de l'enfant de même que des groupes de parents ont fait pression pour que les pouvoirs publics adoptent des lois portant obligation de donner avis à la collectivité du lieu de résidence des personnes condamnées puis libérées, mais, à ce jour, il n'a pas été fait droit à leurs revendications.

78. Bien que la Rapporteuse spéciale puisse comprendre les inquiétudes de ceux qui tiennent à être informés des dangers auxquels sont exposés leurs enfants, elle estime néanmoins que les pouvoirs publics doivent faire preuve de la plus grande circonspection lorsqu'ils envisagent d'adopter des lois prévoyant la divulgation générale de l'identité des personnes condamnées pour atteintes sexuelles. Une telle pratique inciterait les collectivités locales à se substituer à la justice et agir parfois avec violence. En conséquence, les personnes condamnées pour de tels délits ne pourraient jamais vivre longtemps dans un même endroit, ce qui rendrait la tâche très difficile aux autorités qui sont chargées de suivre les activités de ces personnes et qui devraient toujours être informées de leur identité.

D. Les nouveaux médias

79. Dans son rapport à l'Assemblée générale (A/52/482), la Rapporteuse spéciale analyse le rôle des nouvelles technologies dans l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et résume les principaux faits nouveaux intervenus du fait de l'essor de ces technologies et les dangers concomitants. Alors que la plupart des secteurs de la société s'efforcent encore de maîtriser le fonctionnement de base d'Internet, un grand nombre de collectivités s'organisent en groupes d'étude pour trouver le meilleur moyen de s'attaquer à certains des problèmes nouveaux suscités par l'extension de ce réseau.

80. Dans le présent chapitre, la Rapporteuse spéciale résume l'impact d'Internet sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et examine certaines des initiatives qui ont été prises à l'échelon national ou sur le plan international ainsi que les solutions qu'il a été proposé d'apporter aux problèmes recensés.

1. Les enfants et le réseau Internet

81. Internet est un moyen de communication décentralisé et mondial qui relie des gens, des institutions, des sociétés et des gouvernements dans le monde entier. Les réseaux d'ordinateurs sont détenus par des institutions gouvernementales et publiques, des organisations à but non lucratif et des sociétés privées. Aucune entité identifiable, qu'elle soit universitaire ou gouvernementale, à but lucratif ou charitable, ne gère Internet. Il n'existe pas de point central de stockage ou de diffusion de l'information et aucune entité ne serait techniquement en mesure de contrôler toute l'information transmise sur Internet.

82. Si la Rapporteuse spéciale reconnaît et apprécie la valeur éducative de l'information diversifiée que diffuse Internet, elle trouve inquiétant le fait que les enfants qui y ont accès peuvent être exposés à de nombreux dangers.

La pornographie mettant en scène des enfants peut être préjudiciable aux enfants de deux façons, principalement : ils peuvent être soit des objets pornographiques, qu'ils soient filmés ou photographiés ou utilisés d'une autre manière, soit des spectateurs d'images pornographiques.

2. L'enfant en tant qu'objet pornographique

83. Avec les progrès de l'informatique - multimédias (caméscope et magnétoscope), publication assistée par ordinateur, infographie -, la création et la diffusion de matériels pornographiques utilisant des enfants est désormais plus simple, meilleur marché et plus difficile à repérer. La pédopornographie est devenue une industrie de plusieurs millions de dollars. Les exploiters "travaillent" bien souvent depuis leur propre domicile. Les pédophiles peuvent utiliser le réseau Internet pour se rencontrer, afficher des messages et de petites annonces, parler entre eux de leur attirance sexuelle pour les enfants, ou converser en ligne dans des forums de discussion à caractère pédophile.

84. Chaque photo ou vidéo pornographique mettant en scène un ou des enfants illustre la réalité des sévices subis par les victimes. Cependant, la diffusion de ces images prolonge et démultiplie à l'infini le traumatisme subi par la victime et cela, bien longtemps après les faits. C'est ainsi qu'en Haute Autriche un garçon de 12 ans victime d'atteintes sexuelles s'est suicidé, non seulement en raison du traumatisme subi, mais, semble-t-il, parce qu'il avait appris que des photos des violences sexuelles qui lui avaient été infligées circulaient sur Internet.

85. L'ordinateur peut retoucher n'importe quel cliché, ajouter ou supprimer des objets ou des personnages et créer ainsi des pseudo-photographies. Il peut greffer sur un corps d'adulte un visage d'enfant, ou au contraire donner une allure enfantine à un adulte en gommant ses seins ou ses parties génitales. La diffusion de ces images truquées n'en constitue pas moins une exploitation des enfants dont les traits sont utilisés. Un autre procédé consiste à introduire dans une vidéo l'image numérisée d'une personne qui n'y figurait pas à l'origine.

86. On fabrique maintenant des images pornographiques virtuelles sans avoir recours à des enfants en chair et en os. Une condamnation en 1993 au Canada représente à cet égard une première judiciaire intéressante : l'intéressé avait diffusé sur Internet des images de ses ébats avec de petites filles, alors qu'il n'avait jamais photographié ni filmé de vrais enfants ni manipulé d'images pour créer des pseudo-photographies. La loi canadienne qualifie de matériel pédopornographique non seulement les images montrant des enfants, mais aussi les matériels donnant l'impression d'actes sexuels avec des enfants ou les textes incitant à avoir des relations sexuelles avec un mineur. L'une des idées sous-jacentes de cette loi est que, outre le préjudice direct qu'elle cause aux victimes au moment où elle est produite, la pédopornographie peut encourager dans une large mesure les violences sexuelles à l'encontre des enfants, que l'enfant présenté existe vraiment ou non.

3. L'enfant en tant que spectateur d'un matériel sexuellement explicite sur le réseau Internet

87. Par "matériel sexuellement explicite" sur Internet, on entend les textes, les images, les conversations en ligne, les petites annonces, les infogroupes et autres formes de communication sur le réseau, qui vont de l'allusion vaguement graveleuse à la pornographie la plus crue. D'après les pointages effectués, les sites à caractère pornographique comptent parmi ceux qui sont les plus fréquemment consultés sur Internet, encore que l'on ignore leur nombre exact. Une fois qu'il est introduit sur le réseau, le matériel pornographique peut être consulté par les internautes du monde entier et son fournisseur n'a aucune possibilité d'en interdire l'accès à tel ou tel segment de la population. L'outil Internet donne à chacun un auditoire pratiquement planétaire, bien que presque toutes les images sexuellement explicites soient précédées d'un avertissement ad hoc.

88. Nombre des inquiétudes exprimées par ceux qui cherchent à limiter la diffusion de matériels néfastes ou obscènes par Internet ont été examinées lors d'un séminaire tenu à Genève du 10 au 14 novembre 1997, qu'avait organisé le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour étudier le problème de la propagande raciste sur le réseau. Des experts des questions techniques et juridiques liées à Internet ont participé au séminaire aux côtés de représentants des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, d'instituts de défense des droits de l'homme et d'organismes des Nations Unies. Bien que les matériels à l'examen - les textes incitant à la haine et au racisme - soulèvent des questions différentes sur le plan juridique, ils posent à bien des égards et surtout du point de vue technologique des difficultés analogues aux problèmes de la pornographie et de la pédopornographie sur Internet.

89. Bien que la pornographie mettant en scène des enfants ne doive jamais être licite, ni, partant - à tout le moins en principe -, entrer en conflit avec la liberté d'expression, le problème se pose néanmoins dans le cas des textes incitant au racisme et dans celui des images pornographiques dont sont spectateurs des mineurs. Il a été dit au cours du séminaire en question que si des mesures étaient prises pour réglementer l'utilisation d'Internet, il faudrait parallèlement faire en sorte que les Etats n'exploitent pas le contrôle qu'ils exerceraient sur ce réseau dans leur propre intérêt politique ni ne bafouent par ce biais la liberté de parole, droit fondamental de l'homme.

90. A cet égard, la Rapporteuse spéciale a été très heureuse d'apprendre, à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, que le Canada allait accueillir, suite au Congrès mondial de Stockholm, une conférence sur les droits de l'homme et le réseau Internet, dans le but de centraliser les travaux faits dans de nombreuses instances internationales et de les axer sur des stratégies en vue de l'utilisation d'Internet pour accroître le respect des droits de l'homme, en particulier les droits de l'enfant.

a) Restriction de l'accès en ligne à des matériels indésirables

91. Il existe deux façons d'empêcher la pédopornographie de circuler sur le réseau Internet : la législation et le contrôle effectué par les intéressés

eux-mêmes. Internet est encore un outil tout neuf et les gouvernements qui essaient de réglementer son utilisation n'en comprennent pas toujours parfaitement les aspects techniques, non plus qu'ils mesurent vraiment la portée de leurs décisions en la matière. En donnant aux utilisateurs la possibilité d'exercer un certain contrôle sur le contenu du réseau, on pourra concilier un peu mieux réglementation et liberté d'expression.

b) Le contrôle exercé par les parents

92. Il n'existe aucun moyen de déterminer avec certitude l'identité ou l'âge des utilisateurs qui se connectent aux sites d'Internet à caractère pornographique. L'adresse électronique de l'internaute est parfois un surnom ou un serveur. Il n'y a pas non plus de répertoire mondial où soient identifiés les détenteurs d'adresses électroniques et, s'il en existait un, celui-ci serait de toute manière très rapidement dépassé. L'internaute qui envoie un message électronique n'a donc aucun moyen de savoir si celui qui va le lire est un adulte ou un mineur non plus qu'il ne peut être sûr, quand il participe à un forum de discussion, que tous ses interlocuteurs sont des adultes.

93. Divers fabricants ont commencé à construire des systèmes et à vendre des logiciels conçus pour mettre les parents en mesure de contrôler les images qui pénètrent dans leur foyer et auxquelles leurs enfants peuvent avoir accès, en leur permettant ainsi de bénéficier des avantages éducatifs d'Internet tout en les protégeant des matériels discutables en fonction des critères propres aux parents.

94. Certains fabricants de logiciels ont commencé à employer les services de personnes chargées de rechercher sur Internet des sites contenant des matériels susceptibles d'être choquants et d'en établir la liste, qu'ils complètent chaque semaine. Pour les usagers qui disposent des logiciels requis, les éléments à jour viennent automatiquement s'ajouter à la liste des sites bloqués auparavant.

95. D'autres types de programmes permettent aux parents de contrôler tout ce qui passe par leur ordinateur. Les parents peuvent introduire des expressions du type "Comment vous appelez-vous ?" ou "Quel est votre numéro de téléphone ?" dans une liste de phrases. Quand le logiciel repère l'une de ces phrases en train de s'afficher sur le terminal, par exemple, dans le "salon de causeries" d'un service en ligne commercial, il déconnecte immédiatement le service. S'il existe des moyens techniques potentiels d'empêcher des enfants d'avoir accès à certains infogroupes et sites de discussion, on ne voit pas comment un internaute qui a créé un groupe de discussion sur un thème parfaitement respectable, tel que l'art ou la politique, mais pouvant susciter quelques contributions "obscènes", pourrait empêcher ses jeunes interlocuteurs de voir ces messages tout en les laissant avoir accès à tout le reste. Les systèmes de sécurité actuels - vérification de la carte de crédit ou du nom de passe - ne vont probablement pas se perfectionner suffisamment pour que l'on puisse être absolument certain que l'utilisateur de la carte ou de mot de passe a plus de 18 ans.

96. Par conséquent, les enfants qui se connectent au réseau Internet vont continuer à avoir accès aux mêmes messages que les adultes, sauf si leur

ordinateur est équipé d'un logiciel de filtrage. En l'état actuel des techniques, cependant, l'expéditeur d'un message n'a aucun moyen de savoir si des internautes qui lisent ou regardent son envoi disposent de ce genre de logiciel.

97. Les efforts faits par les fabricants de logiciels pour contrôler l'accès des enfants aux sites pornographiques, tout en étant évidemment bienvenus, ne vont pas servir à grand-chose, car tout internaute un peu chevronné et doué en informatique peut venir à bout d'un dispositif de blocage. Quand bien même on trouverait un jour des solutions techniquement plus perfectionnées, on n'en serait guère plus avancé pour autant : les enfants sont de plus en plus nombreux à avoir accès à plusieurs ordinateurs et leur savoir-faire technique est souvent bien supérieur à celui de leurs parents.

c) Le contrôle exercé par les intéressés eux-mêmes

98. Certains pays ont envisagé d'établir un code de conduite des fournisseurs et utilisateurs de services afin de ménager aux premiers et aux seconds la possibilité de contrôler l'usage qui est fait d'Internet et d'empêcher la transmission de matériels controversés. En Australie, l'Australian Broadcasting Authority, qui est un organisme officiel, a publié un rapport dans lequel elle appuie l'idée de codes de conduite élaborés par le secteur privé et enregistrés auprès des pouvoirs publics. L'ABA recommande dans ce rapport que les fournisseurs de services en ligne du secteur privé établissent des codes de déontologie et que les manquements à de telles règles donnent lieu à des auditions publiques. L'ABA estime en outre qu'elle-même devrait jouer un rôle de surveillance en ce qui concerne de tels codes.

99. Aux Pays-Bas, la Fondation néerlandaise des fournisseurs d'accès au réseau, l'Association néerlandaise des internautes, le Service national du renseignement, le Bureau national de lutte contre la discrimination raciale et un psychologue se sont associés pour créer sur le réseau un site d'alerte à la pornographie mettant en scène des enfants. Comme les autres sites qui commencent à se mettre en place dans plusieurs pays, le site d'alerte néerlandais demande aux internautes de signaler les sites ou serveurs qui montrent ou proposent du matériel pédopornographique. Les auteurs de l'initiative néerlandaise ont choisi une démarche préventive : une fois que le site est repéré, le prestataire d'accès au réseau demande au diffuseur du matériel incriminé (s'il peut l'identifier) de le faire disparaître et, en cas de refus, confie l'affaire à la police.

100. Le site d'alerte néerlandais a aussi pour but d'informer les internautes des risques encourus par quiconque diffuse du matériel pédopornographique - en particulier du fait que ce genre de délit est punissable de quatre années de prison. Les médias parlent régulièrement de ce site, ce qui amplifie encore l'effet de sensibilisation et de prévention recherché. Les sites d'alerte refusent d'être des censeurs : ils veulent au contraire lutter contre la censure en visant directement les diffuseurs de pédopornographie et non des secteurs entiers de l'information et de la communication. La Rapporteuse spéciale accueille avec satisfaction de telles initiatives et tient à encourager les Etats qui ne l'ont pas encore fait à étudier sous tous ses aspects la possibilité de se doter de tels sites d'alerte en pesant les avantages que ceux-ci présentent. Elle reconnaît, cependant, que le succès

d'un tel contrôle est largement tributaire du bon vouloir des internautes, puisque cela suppose que ceux-ci prennent sur eux de signaler des matériels illicites et ne se contentent pas d'être des spectateurs passifs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les arguments qui militent pour une certaine réglementation par les pouvoirs publics continueront de trouver faveur auprès de certains Etats alors que d'autres resteront fermement opposés à une telle réglementation.

d) Réglementation par les pouvoirs publics

101. Les internautes qui veulent accéder à des sites un peu particuliers tiennent par-dessus tout à l'anonymat que leur assure Internet. Cet anonymat incite d'ailleurs les uns à appuyer les tentatives faites par les pouvoirs publics pour en limiter les effets et les autres à combattre de tels efforts. Tout utilisateur peut s'inventer pratiquement n'importe quelle identité et faire transiter son message par plusieurs pays pour que l'on ne puisse pas remonter jusqu'à lui. Il peut aussi passer par un serveur, sorte de boîte à lettres anonyme qui va se charger de diffuser ses textes et ses images. L'administrateur du serveur remplace l'adresse de l'expéditeur par un code parfaitement anonyme, indique pour les réponses l'adresse de sa propre boîte à lettres électronique, puis lance le tout sur le réseau. C'est le serveur qui reçoit les réponses, qui leur attribue des codes anonymes et qui les transmet à son client. Une personne qui exploitait un serveur de ce genre en Finlande a fermé boutique de plein gré après avoir été accusé de pédophilie, ce qu'il niait farouchement. Cette fermeture a toutefois désolé l'association d'entraide britannique The Samaritans, dont la permanence SOS-suicide recevait de plus en plus d'appels au secours par courrier électronique, dont beaucoup passaient par le serveur finlandais pour préserver leur anonymat.

102. En revanche, il est souvent fait un mauvais usage - c'en est le côté moins positif - de l'anonymat dont peuvent bénéficier les internautes, les personnes recevant des matériels non désirés se retrouvant parfois dans des situations pénibles. Il a été signalé qu'un professeur d'université à Munich a été l'un des nombreux destinataires d'un message électronique dans lequel l'expéditeur resté anonyme annonçait qu'il avait à vendre un grand nombre d'images, de vidéos, de posters, d'enregistrements sonores et de jeux pédopornographiques et offrait d'acheter tout matériel de ce genre dont disposeraient d'autres personnes. On pense que ce message a été envoyé à des adresses électroniques partout dans le monde. Le destinataire en question, consterné par ce qu'il y lisait, a diffusé le texte du message sur Internet en posant certaines des questions auxquelles nul ne peut encore répondre : Comment l'expéditeur a-t-il obtenu son adresse ? Auprès de qui peut-il porter plainte ? Comment faire en sorte qu'il ne reçoive jamais plus de tels messages électroniques ?

103. Lors du Séminaire sur le rôle de l'Internet au regard des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il a été proposé notamment d'introduire un système de signature obligatoire, qui aiderait à identifier l'origine des messages diffusés sur Internet. Un certain nombre de pays étudient cette idée, la solution la plus vraisemblable étant un système de noms exclusifs enregistrés obligatoirement auprès d'une autorité publique. Cela fonctionnerait à peu près comme un système d'attribution de numéros de téléphone. Toutefois,

l'utilisateur pourrait sans doute contourner les lois nationales en faisant transiter son message par un autre site et donner ainsi l'impression que le message en question vient d'un usager innocent.

104. Lors de ce séminaire, plusieurs organisations non gouvernementales, de même que le représentant des Etats-Unis d'Amérique, ont invité les pays à rester prudents dans toute restriction du recours à l'anonymat sur Internet. Dans certains pays, en effet, cet anonymat offre le seul moyen de critiquer le régime en place. Si cet anonymat n'était plus garanti, les gouvernements pourraient repérer les dissidents et restreindre leur liberté d'expression.

105. Aux Etats-Unis, la Cour suprême a récemment annulé pour inconstitutionnalité une loi fédérale visant à interdire la diffusion de matériels obscènes sur le réseau Internet. Les plaignants - des entreprises et des particuliers des secteurs de l'informatique et de la communication, ainsi que des annonceurs et des diffuseurs utilisant Internet - avaient attaqué la constitutionnalité de la Communications Decency Act de 1996. Ils estimaient que deux dispositions réprimant la diffusion sur Internet de données jugées "contraires aux bonnes moeurs" ou "manifestement choquantes" pour des mineurs (soit des individus âgés de moins de 18 ans) portaient atteinte aux droits garantis par le premier amendement de la Constitution et à la clause de respect de la légalité contenue dans le cinquième amendement, puisqu'elles empêchaient les adultes d'avoir accès à des matériels qu'ils avaient parfaitement le droit de regarder.

106. Les autorités de Singapour s'efforcent, pour leur part, de réglementer autant qu'elles le peuvent le contenu d'Internet par un régime de licences qui oblige les diffuseurs d'information et les prestataires d'accès au réseau à verrouiller tous les sites indésirables désignés par la Singapore Broadcasting Authority. Les écoles, bibliothèques et autres prestataires qui connectent les enfants au réseau sont tenus d'exercer une vigilance particulièrement étroite, encore que les moyens de ce faire restent à définir. La Rapporteuse spéciale a appris que la portée et le manque de précision des directives relatives au contenu d'Internet suscitaient des inquiétudes, de même que les répercussions possibles des directives sur la liberté d'expression à Singapour.

107. En Inde, les autorités tentent d'empêcher l'utilisation d'Internet à des fins illicites en réservant l'accès du réseau aux milieux universitaires. De ce fait, le réseau reste fermé aux entreprises et aux particuliers qui veulent l'utiliser à des fins commerciales. Par ailleurs, l'ouverture du pays aux médias imprimés et électroniques en provenance de l'étranger provoque une controverse sur laquelle les pouvoirs publics n'ont pas encore pris position.

108. En Suède, une proposition concernant les annonceurs sur le réseau (1997/1998:15) a été soumise au Parlement qui tend à introduire une nouvelle législation spéciale, avec effet au 1er mai 1998, pour réglementer les responsabilités en la matière. Cette loi ne s'applique pas aux prestataires d'accès à des réseaux ou d'autres connexions pour la transmission des messages, sinon que tout prestataire serait tenu de s'identifier auprès des usagers de ces services et de faire savoir à ces derniers dans quelle mesure d'autres usagers pourraient avoir accès aux messages reçus. Les prestataires auraient l'obligation d'éliminer certains types de messages de leurs services - par exemple, les messages qui inciteraient à des actes délictuels,

diffameraient certains groupes de personnes, ou diffuseraient du matériel pornographique mettant en scène des enfants ou des images illicites d'actes de violence - ou d'en empêcher de quelque autre manière la diffusion ultérieure. Tout prestataire qui, intentionnellement ou par négligence, ne fournirait pas l'information requise ou n'empêcherait pas la diffusion ultérieure des messages entrant dans les catégories susmentionnées serait passible d'une amende.

109. En principe, le fournisseur de tableaux d'annonces électroniques ne serait pas tenu de filtrer tous les messages, mais il aurait l'obligation de faire le nécessaire pour empêcher la diffusion ultérieure de messages délictuels de cette sorte s'il était informé qu'il en recevait.

La responsabilité n'est pas rigoureusement définie par la législation. Il faut que le prestataire ait connaissance de la teneur des messages, ce qui soulève toutefois la question de savoir comment le fournisseur peut déterminer si le matériel est licite ou non, même s'il sait que celui-ci est diffusé. Il est déjà difficile pour un avocat ou un juge de se prononcer sur ce point. Or un prestataire d'accès n'a pas, en règle générale, les notions juridiques requises pour prendre de telles décisions. Il est impossible à un serveur important de scruter toutes les transmissions.

E. Le rôle de catalyseur de l'éducation

110. La Rapporteuse spéciale a constaté que le rôle de l'éducation, classique ou non classique, était essentiel pour la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que pour la réadaptation des victimes. Lors de la Conférence internationale contre le travail des enfants, tenue au niveau ministériel et qui a eu lieu à Oslo (Norvège), du 27 au 30 octobre 1997, l'éducation a été reconnue comme un droit fondamental des enfants et, désormais, comme l'un des moyens fondamentaux d'éliminer toutes les formes de travail des enfants, y compris l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Il semble qu'il existe un consensus général sur la façon de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, et en particulier sur l'importance de l'éducation.

111. L'éducation n'est pas seulement importante pour les enfants d'âge scolaire. Tous les membres de la société, jeunes, adolescents, adultes ou personnes âgées, doivent pouvoir avoir accès à la connaissance des réalités des sévices sexuels afin de s'en protéger ou d'en protéger les autres, ou encore prendre conscience des conséquences de leurs attitudes et comportements.

112. Le premier élément des stratégies générales d'enseignement est une éducation qui offre le fondement d'un bon état de santé, d'une nutrition appropriée et de la capacité d'obtenir un revenu. Le principal atout des pauvres et de leurs enfants est leur travail. Sans éducation, cette catégorie de la population devra gagner sa vie en travaillant au plus bas de l'échelle, notamment par la prostitution. Dispenser une éducation aux enfants des classes pauvres accroît considérablement les chances des jeunes d'échapper à ce cercle vicieux.

113. Il est évident que l'éducation constitue également une façon rentable d'empêcher l'exploitation sexuelle des enfants. A l'aide de peu de ressources

et des structures déjà existantes, un grand nombre de personnes peuvent être atteintes avec des conséquences durables. Si elle est associée aux médias, l'éducation peut avoir des effets encore plus sensibles sur des communautés entières et également sur les dirigeants.

1. Education classique

114. La question de l'âge à partir duquel il faut apprendre à un enfant à se protéger lui-même des abus de la part d'autrui fait l'objet d'un vaste débat, parfois très animé. Il faut certes tenir compte de l'âge et de la faculté de compréhension de l'enfant lorsque l'on décide de l'éduquer dans ce domaine, mais la Rapporteuse spéciale, qui a été informée que même des nourrissons sont victimes de sévices sexuels, estime qu'un enfant n'est jamais trop jeune pour apprendre la différence entre le bien et le mal dans le comportement des adultes à son égard.

115. L'éducation classique en matière d'hygiène sexuelle est une façon efficace de sensibiliser les enfants qui fréquentent encore l'école et de les amener à la prise de conscience et à la compréhension nécessaires pour leur éviter d'être victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Il s'agit néanmoins d'un aspect de l'éducation qui a suscité la controverse, compte tenu des différences de culture et de valeurs. Certaines - mais non la totalité - des communautés religieuses sont opposées à l'éducation en matière d'hygiène sexuelle. Elles avancent l'argument selon lequel l'éducation sexuelle incite à la pratique d'activités sexuelles précoces et à une trop grande liberté de comportement et qu'elle n'empêche pas nécessairement la propagation des maladies sexuellement transmissibles. D'un autre côté, les partisans de l'éducation en matière d'hygiène sexuelle affirment que ce type d'éducation est l'un des moyens les plus importants de sensibiliser davantage la population en général, autant que les enfants, aux questions concernant l'exploitation sexuelle.

116. Dans certains pays, les représentants des groupes religieux et les autorités ont des opinions opposées sur la question de l'organisation de programmes d'éducation sexuelle dans les établissements scolaires ou de campagnes d'éducation du public concernant le comportement sexuel. L'un des moyens de surmonter cet obstacle est de destiner les programmes d'éducation et de formation aux professionnels travaillant dans des domaines stratégiques tels que l'immigration et l'application des lois. Il convient de souligner que la Rapporteuse spéciale a été informée, par exemple, du fait qu'en Allemagne, l'Eglise catholique coopère très étroitement avec les organisations non gouvernementales et les soutient activement dans leurs campagnes de lutte contre la prostitution enfantine. La Rapporteuse spéciale se félicite en particulier de la participation des autorités, des dirigeants et des groupes religieux à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, car leur action peut avoir des effets positifs considérables sur les groupes visés. Elle réaffirme aussi l'importance du rôle préventif de l'éducation en ce qui concerne le comportement sexuel et le droit à la procréation.

117. Au Chili, l'Eglise catholique ne s'est pas opposée à l'éducation sexuelle dans les établissements scolaires et des programmes de ce type ont été mis en place. Au Pérou, le Ministère de l'éducation a élaboré des

programmes d'éducation sexuelle. Une commission composée d'enseignants, de psychologues et de représentants de l'Eglise catholique a élaboré des manuels traitant de questions sexuelles sur lesquelles les enfants s'interrogeaient généralement. Les manuels sont différents selon l'âge des enfants auxquels ils sont destinés.

118. Le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) indique qu'il a mis en place des programmes à l'intention des enfants des rues et des enfants qui ont été impliqués dans la prostitution enfantine dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les programmes portent à la fois sur l'éducation à titre de prévention et la réadaptation. En Amérique latine, en particulier, le BICE joue un rôle d'avant-garde dans l'élaboration de stratégies pour la prévention des sévices sexuels et de l'exploitation sexuelle, dans le cadre de sa coopération avec d'autres ONG de la région.

2. Education non scolaire

119. Dans certains pays, près de 80 % des habitants ne dépassent pas le stade de l'enseignement primaire. Il est indispensable que les enfants qui ne sont pas intégrés dans le système scolaire reçoivent une certaine forme d'éducation sexuelle car ce sont eux qui sont le plus exposés au risque d'exploitation. Il peut s'agir d'enfants des zones rurales ou des bidonvilles urbains, d'enfants employés dans des usines et d'enfants réfugiés ou migrants. Les plus vulnérables d'entre eux sont sans doute les enfants des rues. D'après certaines estimations, il y aurait dans le monde près de 100 millions d'enfants et d'adolescents travaillant ou vivant dans la rue, souvent exposés à la violence et aux dangers.

120. Au Kenya, la Société pour la protection de l'enfance a entrepris un programme visant à offrir des services de réadaptation, une éducation et un suivi médical aux filles qui travaillent et qui vivent dans les rues. Un foyer d'accueil a également été créé à proximité de Nairobi pour veiller au bien-être de ces enfants jusqu'à ce qu'ils retrouvent leurs familles ou qu'ils soient pleinement intégrés dans la société. Au Pérou, l'Association Foi et Joie (Fe y Alegria) assure l'éducation de 56 000 enfants, en mettant l'accent sur la vie pratique, les compétences au travail et la formation aux questions d'environnement.

121. Au Canada, il existe plusieurs programmes à l'intention des enfants qui sont ou qui risquent d'être entraînés dans la prostitution. La plupart des programmes visent à établir un contact avec les enfants et à les aider à décider s'ils veulent retourner dans leur famille ou bénéficier de conseils, d'un logement, d'une éducation et d'un travail. Des programmes d'éducation sont destinés à informer les jeunes des dangers de la rue. A Calgary, en Alberta, il existe un programme de formation intitulé "Talons hauts et ours en peluche" à l'intention des enseignants, des travailleurs sociaux et d'autres catégories de personnel, qui vise à expliquer le mécanisme de la prostitution enfantine. Il existe également à Calgary des programmes de formation pour les parents qui s'efforcent de sortir leurs enfants de la rue. A Winnipeg, la police fournit aux parents des directives pour éviter à leurs enfants d'aboutir dans la rue. Elle distribue un questionnaire en 24 points visant à évaluer la façon dont les parents communiquent avec leurs enfants et la mesure dans laquelle les enfants peuvent reconnaître un comportement

approprié dans une diversité de situations, y compris pour réagir aux sollicitations d'ordre sexuel.

122. En Thaïlande, le Gouvernement royal a intensifié ses efforts pour lutter contre le grave problème de la prostitution enfantine et du trafic d'enfants. Il a élaboré une politique nationale et un plan d'action pour la prévention et l'élimination de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Il est bien connu que les régions du nord de la Thaïlande sont des lieux de recrutement de jeunes enfants. Le Programme de développement et d'éducation pour les filles et le Centre communautaire (DEP) ont mis en place des mesures de prévention à l'intention des jeunes filles qui risquent d'être entraînées dans des réseaux de prostitution et qui bénéficient ainsi d'un abri temporaire et de programmes d'éducation. Les jeunes filles peuvent également acquérir une formation technique, suivre un enseignement non classique et apprendre à se prendre en charge. Des questions telles que les valeurs sociales et l'acquisition de l'estime de soi sont également traitées. L'Institut Rachapat, qui est actif sur place, s'efforce d'intensifier la coopération entre les ONG locales et les institutions gouvernementales locales. Il offre une formation aux membres des ONG et aux enseignants locaux pour leur permettre de lutter contre la prostitution enfantine. La Rapporteuse spéciale se félicite vivement des programmes réalisés en Thaïlande, qui visent à traiter du problème de la prostitution enfantine à la racine, au niveau local. Les programmes sont appliqués compte tenu du principe selon lequel si l'ensemble de la communauté locale, y compris les enfants, est sensibilisé, par l'éducation, au problème et aux dangers de la prostitution, il sera vraisemblablement possible de protéger même les enfants les plus exposés au risque d'être vendus ou de tomber aux mains des trafiquants d'enfants aux fins de prostitution.

123. Au Brésil, deux projets sont réalisés à Pernambuco et à Bahia pour empêcher les enfants de se livrer à la prostitution, en leur proposant une éducation classique, une formation professionnelle et d'autres activités. Ces programmes sont réalisés par la CNI (Confederação Nacional da Industria) en coopération avec les organisations qui en sont membres. Ils comportent des cours de formation à l'intention des membres des ONG locales et des agents gouvernementaux locaux responsables de l'éducation, de la santé et de l'application des lois. En outre, des campagnes de sensibilisation visant à faire cesser la prostitution enfantine sont organisées de diverses façons, notamment au moyen d'émissions de radio ou de télévision, d'affiches et de tracts. Le Centre de protection et des adolescents de Bahia (CEDECA/Ba) diffuse une brochure sur l'exploitation sexuelle des enfants, qui doit servir de matériel de formation aux institutions actives dans la lutte contre la prostitution enfantine et le trafic des enfants au Brésil.

3. Education non classique

124. La prévention de l'exploitation sexuelle des enfants doit dépasser la simple information donnée aux enfants. L'accent doit être placé sur la capacité de négocier, l'acquisition d'une confiance en soi, la capacité de prendre les bonnes décisions et de résister aux pressions des pairs. De même, l'information et l'éducation ne sont pas suffisantes; un réel effort doit être fait pour améliorer les conditions dans lesquelles vivent ces enfants. Il importe également de s'efforcer de modifier les comportements sociaux car la stigmatisation des enfants qui ont été victimes d'exploitation sexuelle à

des fins commerciales fait gravement obstacle à leur réadaptation et leur réintégration. La conclusion est que, pour obtenir des résultats, l'éducation et la sensibilisation doivent toucher tous les secteurs de la communauté. La participation des enfants dans ce processus ne doit pas être négligée.

125. L'éducation non classique peut permettre de toucher un grand nombre de personnes, de susciter parmi elles une prise de conscience des problèmes qui se posent et de les inciter à modifier leur comportement. Dans ce domaine, la télévision et la radio sont des médias parfaits, la radio étant peut-être le moyen susceptible d'atteindre le plus grand nombre de personnes dans les pays en développement.

126. Au Népal, la chanson a été utilisée pour sensibiliser davantage les collectivités, et en particulier les enfants, au problème du trafic d'enfants. Des chansons sur le trafic d'enfants ont été écrites, publiées et largement diffusées. Une comédie musicale sur le même sujet a également été jouée à Katmandou pendant trois jours. En outre, un feuilleton radiophonique sur la prostitution infantile et le travail des enfants devait être produit et diffusé dans tout le pays par Radio Népal. En 1996, le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) a soutenu la réalisation d'une étude de cas sur un projet d'éducation communautaire. L'étude a porté sur certains aspects des programmes d'éducation communautaire en matière de prévention de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, notamment sur les objectifs, les principaux éléments, les points forts et les points faibles, les acteurs essentiels de la mise en oeuvre, le rôle des enfants, les politiques et la mobilisation communautaire.

127. Au Mozambique, une initiative de sensibilisation à la situation des adolescentes a été lancée, sur le modèle d'initiatives engagées dans dix autres pays d'Afrique orientale et australe. Le principal message consiste à faire prendre conscience aux adolescentes et à leurs parents de l'importance de la poursuite de la scolarité. La série d'émissions de radio ainsi diffusée porte également sur d'autres questions telles que le harcèlement sexuel, le VIH/SIDA, les mariages précoces, les mutilations génitales féminines et les tâches ménagères imposées aux filles. En outre, des films d'animation, des bandes dessinées, des livres d'histoire, des cassettes audio, des affiches et des guides ont été produits. La production multimédia est le résultat de mois de collaboration entre des centaines d'écrivains, d'artistes et de chercheurs, ainsi que de la contribution apportée par des milliers d'habitants de villages et de villes.

128. En Thaïlande, l'Organisation "Thai Women of Tomorrow" (TWT) (Les femmes thaïes de demain) a mené des campagnes actives de lutte contre la prostitution. Une série de cassettes vidéo et des modules de campagnes comprenant des documentaires locaux décrivant les dangers et les risques de la prostitution ont été élaborés. Une autre série de cassettes vidéo sur les possibilités de carrière a également été produite à l'intention des enseignants qui mènent des campagnes d'information parmi les filles d'âge scolaire des provinces du nord du pays. Le but principal était de changer les attitudes des jeunes filles à l'égard de leur future carrière afin qu'elles n'aient pas recours à la prostitution comme moyen de gagner leur vie. Il est également prévu de créer un centre de recherche et d'information sur la prostitution infantile. Le centre devrait fournir des informations, une

coordination, une formation axée sur les changements de comportement, une éducation, ainsi qu'un soutien au personnel professionnel et de recherche.

129. Le lien entre le travail des enfants, y compris la prostitution, le VIH/SIDA et le manque d'éducation est manifeste. Les études réalisées récemment par l'Organisation mondiale de la santé et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA (ONUSIDA) indiquent que l'éducation en matière d'hygiène sexuelle est un élément essentiel de la lutte contre l'infection par le VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles. L'éducation des enfants des rues, qui sont les enfants les plus exposés au risque d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, est sans doute la meilleure façon de fournir à ces enfants les connaissances nécessaires et les capacités autres leur permettant de gagner leur vie.

130. Différentes études ont également permis de conclure qu'une éducation appropriée en matière d'hygiène sexuelle pouvait en réalité retarder le début de l'activité sexuelle parmi les adolescents. Les faits constatés tendent également à prouver que les adolescents qui ont reçu une éducation en matière d'hygiène sexuelle sont davantage susceptibles d'utiliser des moyens contraceptifs. Un certain nombre d'institutions des Nations Unies, dont l'UNICEF, le HCR et l'UNESCO, ont entrepris de mettre au point des politiques d'éducation comme moyen de lutter contre différentes formes d'exploitation des enfants, y compris contre l'exploitation sexuelle.

131. L'ONUSIDA a reconnu que l'éducation était un élément essentiel de la prévention des cas de VIH/SIDA parmi les enfants. L'éducation doit viser à la fois les enfants et leurs familles. L'ONUSIDA a également mis à jour récemment une précédente compilation d'études de l'OMS, réalisées essentiellement en Europe et en Amérique du Nord, sur les effets de l'éducation en matière d'hygiène sexuelle. Il est apparu qu'il était possible d'acquérir un comportement responsable et sans risque et que l'éducation sur la sexualité et/ou le VIH/SIDA n'incitait pas à une activité sexuelle accrue. Les programmes de qualité contribuaient plutôt à retarder l'âge du premier rapport et à protéger les jeunes sexuellement actifs contre les maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH/SIDA, ainsi que les grossesses précoces. Les programmes comportent, notamment, un exposé clair des risques des rapports sexuels non protégés et des méthodes, y compris l'abstinence, permettant de réduire ces risques et d'aider les jeunes à acquérir les moyens de communiquer et de négocier.

132. Il se pose également la question de savoir à partir de quand il convient de donner des informations concernant le VIH/SIDA et de proposer une éducation sexuelle. A cet égard, l'étude a démontré que l'éducation en matière d'hygiène sexuelle devait de préférence commencer avant le début de l'activité sexuelle. Les travailleurs sociaux pour la prévention du SIDA ont estimé qu'une telle éducation précoce était particulièrement importante dans les pays en développement où la fréquentation des établissements d'enseignement secondaires était beaucoup plus faible par rapport au niveau primaire, en particulier parmi les filles. Dans un grand nombre de pays, la majorité des enfants quittent l'école dès l'âge de 15 ans. Atteindre le plus rapidement possible ces enfants, dont un grand nombre sont pauvres, analphabètes et font partie des groupes de population les plus susceptibles d'être infectés par

le VIH, est de toute évidence la plus haute priorité dans la lutte contre le SIDA.

133. Au Zimbabwe, l'éducation sexuelle dans les écoles débute dès l'âge de 8 ou 9 ans, ce qui paraît très jeune, mais, selon les travailleurs sociaux pour la prévention du SIDA, les cas de sévices sexuels sur les enfants, y compris de viols, sont en augmentation et c'est pourquoi il est très important d'aborder le sujet vers cet âge-là ou même plus tôt. Il importe que l'enfant comprenne son propre corps et sa propre sexualité et sache quels gestes les autres peuvent ou ne peuvent pas faire à son égard. L'enfant doit également savoir à qui s'adresser en cas de difficultés.

134. En Australie, le premier programme scolaire de prévention des sévices sexuels sur les enfants a été mis en oeuvre. Il porte sur des sujets tels que le corps humain, les signes d'alerte précoces, la confiance, les gestes acceptables et non acceptables et l'estime de soi.

135. Tout en reconnaissant le rôle essentiel que les enfants peuvent jouer dans leur propre protection, il importe également de reconnaître le pouvoir que peuvent détenir un grand nombre de personnes et de structures institutionnelles dans la prévention et l'accès des enfants à l'éducation, à l'information et à l'acquisition des compétences de vie. Ces "gardiens" peuvent être les parents, les enseignants, les éducateurs, les dirigeants communautaires et religieux, les professionnels des médias, les décideurs ou les agents gouvernementaux. L'expérience prouve que, lorsque les parents sont informés des faits concernant les avantages et les inconvénients de l'éducation sanitaire et sexuelle, ils reconnaissent en général la nécessité de tels programmes. Il est indispensable de fournir à ces "gardiens" l'information nécessaire, de façon à obtenir leur coopération dans la promotion de l'acquisition précoce des capacités de vie et la protection des enfants. C'est pourquoi il importe de fournir une éducation sur le VIH/SIDA et une éducation sexuelle également aux adultes.

136. Parmi les nombreux pays qui ont adopté des lois, peu ont adopté des dispositions définissant les responsabilités des parents ou des tuteurs. Bien que la pauvreté et le manque de possibilités d'éducation soient les premières causes du travail des enfants, une éducation accessible et de bonne qualité, répondant aux besoins des enfants et de leurs familles, peut être utilement proposée, même aux familles les plus pauvres. L'intérêt est accru s'il est possible de faire ressortir le lien entre l'éducation et de meilleures possibilités d'emploi et de revenu.

137. Il faut souligner également que l'éducation peut aussi avoir des effets négatifs. Elle peut être utilisée pour inculquer aux enfants des stéréotypes et des préjugés d'ordre sexuel. Par exemple, les manuels scolaires peuvent transmettre des valeurs et des comportements stéréotypés et représenter les femmes comme des personnes faibles et passives limitées aux rôles traditionnels de mères et d'épouses au foyer. Ce type d'éducation diminue l'estime de soi et rend les filles plus exposées à toutes formes d'exploitation. L'éducation générale aux droits de l'homme est un facteur important pour faire comprendre aux enfants, filles et garçons, quels sont leurs propres droits et les droits d'autrui. Les enfants acquièrent ainsi une

plus grande confiance en eux, ainsi que davantage de tolérance et de respect des principes de l'égalité et de la non-discrimination.

4. Evolution au niveau international

138. L'OIT reconnaît dans la prostitution et d'autres formes d'exploitation sexuelle des enfants une forme de travail forcé, qui ne doit être tolérée nulle part. La nouvelle convention envisagée par l'OIT définit la prostitution des enfants comme l'une des formes les plus intolérables de travail des enfants. Le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) s'est engagé dans la lutte contre le travail des enfants en aidant les pays à mettre en place des politiques et à appliquer des programmes locaux visant à empêcher les enfants d'être entraînés, engagés de force ou victimes de trafic dans le commerce sexuel, à assurer aux victimes une réadaptation, le rapatriement et la réinsertion, ainsi qu'à mobiliser l'opinion publique contre toutes les formes de cette pratique.

139. L'UNICEF examine actuellement le meilleur moyen d'aborder la question de l'exploitation sexuelle des enfants dans ses séries de notes à l'intention des enseignants et sur le site Web pour enfants intitulé "Les voix des jeunes". L'UNICEF a également entrepris un certain nombre de programmes de formation à l'intention de professionnels tels que les responsables de l'application des lois, les membres des professions médicales et les travailleurs sociaux. Une formation a également été dispensée aux responsables des médias.

140. Au Bangladesh, le Gouvernement, appuyé par l'UNICEF, offre un soutien à 35 ONG locales, actives dans toute une série de programmes destinés aux enfants qui travaillent, afin que ces ONG mettent leur expérience au service d'un programme d'éducation visant plus de 350 000 enfants. En Belgique, le Comité national pour l'UNICEF a encouragé le Ministère de l'éducation à promouvoir la prise de conscience de l'exploitation sexuelle et des sévices dans les écoles par l'entremise de programmes d'études et de programmes d'éducation. Le Comité national a également constitué un groupe de travail composé de partenaires compétents, chargé de mettre en place des activités de prévention. Au sein de la communauté belge francophone, une campagne d'information portant essentiellement sur l'article 34 de la Convention relative aux droits de l'enfant a été organisée afin de sensibiliser la population aux sévices et à l'exploitation sexuelle des enfants. La création d'un centre de formation concernant les enfants disparus et exploités a également été prévue.

141. L'UNESCO appuie les mesures visant à appeler l'attention sur le problème de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, par l'entremise de ses programmes sur les enfants des rues et les enfants en détresse. Elle a mis au point un certain nombre de programmes d'éducation à l'intention des enfants des rues, qui comportent des éléments relatifs au droit de l'enfant de ne pas être soumis à des sévices sexuels, et à la formation des professionnels dans les domaines de la prévention et de la réadaptation. Dans les établissements scolaires, l'UNESCO a déployé des efforts en matière d'éducation préventive et a encouragé les ministères de l'éducation à incorporer dans les programmes d'enseignement des éléments concernant l'éducation sexuelle et l'information sur le SIDA.

142. Le HCR a demandé à tous ses bureaux extérieurs d'élaborer un plan d'action indiquant la façon dont ils traiteraient à l'avenir des questions de l'exploitation sexuelle des enfants. Le Comité exécutif du HCR a adopté la conclusion No 73 (XLIV)-1993 sur la protection des réfugiés et la violence sexuelle, qui appelle l'attention sur ce problème. Il a déclaré, notamment, que des efforts devaient être faits pour mettre au point et organiser des cours de formation à l'intention des autorités, notamment des responsables des camps, des agents chargés des demandes de statut de réfugié et d'autres personnes traitant avec les réfugiés, sur les mesures concrètes de protection visant à empêcher les violences sexuelles et à réagir à de tels actes. Les enfants et les adolescents non accompagnés, en particulier, ne sont pas toujours présents lors des procédures judiciaires traitant des réfugiés et des demandeurs d'asile, ce qui risque d'accroître leur vulnérabilité face aux sévices et à l'exploitation commerciale.

IV. RECOMMANDATIONS

A. Les médias et l'éducation

143. Il est difficile de séparer les rôles moteurs que jouent les médias et l'éducation. La Rapporteuse spéciale considère que la combinaison de leurs éléments les plus positifs permettrait de créer un cadre efficace de sensibilisation afin de prévenir les sévices, sexuels ou autres, au moyen de campagnes d'information solidement étayées. On trouvera ci-après quelques mesures stratégiques que la Rapporteuse spéciale recommande aux gouvernements de prendre, en coopération avec la société civile et les organisations non gouvernementales, dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, ainsi que pour fournir des services de rétablissement et de réinsertion aux enfants victimes. Outre les recommandations et les stratégies que la Rapporteuse spéciale a déjà énoncées dans son dernier rapport à l'Assemblée générale et qui pourraient être appliquées tant dans le domaine des médias que dans celui de l'éducation en tant que catalyseurs dans le contexte de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, la Rapporteuse spéciale formule ci-après d'autres recommandations qui pourront être examinées par les gouvernements, les organisations non gouvernementales et la société civile, et qui ont trait particulièrement aux médias et à l'éducation.

1. Prévention et mobilisation

a) Faire connaître et vulgariser les lois relatives à la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales;

b) Donner le maximum de publicité aux condamnations prononcées à l'encontre des personnes coupables de délits sexuels contre des enfants conformément aux lois susmentionnées afin de décourager les délinquants potentiels;

c) Réviser la répartition des crédits budgétaires pour assurer la production et la diffusion de livres, de revues et de journaux pour enfants, la diffusion de musique, les représentations théâtrales et d'autres expressions artistiques destinées aux enfants, ainsi que la production de films et de cassettes vidéo destinés aux enfants; l'assistance offerte par

l'entremise de la coopération internationale devrait également permettre d'aider les médias et la création artistique pour les enfants;

d) Offrir un enseignement primaire et secondaire gratuit et obligatoire pour les enfants;

e) Mobiliser le secteur des affaires pour qu'il finance l'éducation des enfants, par le moyen notamment de subventions et de bourses d'études;

f) Promouvoir une culture des droits et des valeurs morales positives de la société, en ciblant notamment les parents, les enfants et les membres de leurs familles;

g) Sensibiliser et éduquer les enfants pour qu'ils puissent détecter et identifier les comportements anormaux ainsi que les risques ou les situations susceptibles de les rendre vulnérables à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales;

h) Faire connaître les médias, leurs incidences et leur fonctionnement dans les établissements scolaires à tous les niveaux; les élèves devraient apprendre à comprendre et à utiliser les médias dans une optique de participation, ainsi qu'à décoder les messages qui sont ainsi transmis, y compris dans la publicité, et ils devraient pouvoir partager les expériences fructueuses de différents pays sur le plan international;

i) Informer le public des conséquences pernicieuses et durables de toutes les formes d'exploitation et de sévices sexuels des enfants;

j) Sensibiliser les dirigeants des industries de la communication et des loisirs de masse afin qu'ils adaptent leurs programmes et leurs services aux besoins des enfants en tenant compte de la nécessité de protéger leurs droits;

k) Encourager des débats plus approfondis dans les salles de rédaction et au sein de la communauté des médias dans son ensemble, notamment grâce à l'élaboration par les organes représentatifs de journalistes, en coopération avec des experts des droits de l'homme, de directives spécifiques sur la façon d'informer sur les sévices infligés aux enfants, tout en préservant la dignité des enfants concernés;

l) Rassembler et évaluer des données d'expérience concernant l'adoption volontaire de normes d'éthique et de mécanismes visant à encourager le respect de ces normes, y compris en analysant l'efficacité des codes de conduite existants, des directives professionnelles, des conseils de la presse, des conseils de diffusion, des services des médiateurs de la presse et des organes analogues;

m) Organiser des campagnes d'information pour encourager les enfants victimes de sévices sexuels et les victimes potentielles à demander aide et assistance, et faire connaître les services et les organismes prévus à cet effet;

n) Sensibiliser les décideurs, les législateurs, les groupes civiques et professionnels ainsi que les dirigeants religieux et les communautés sur la nécessité absolue qu'il y a à introduire l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires, car l'éducation sexuelle, notamment la sensibilisation au VIH/SIDA, doit être inculquée aux enfants dès leur jeune âge pour leur faire pleinement prendre conscience de leurs responsabilités et des conséquences de leur comportement sexuel sur leur santé et leur avenir;

o) Former les enseignants à l'application de programmes d'éducation d'hygiène sexuelle dans les établissements scolaires;

p) Mettre en place un organe de suivi, composé notamment de psychologues et de travailleurs sociaux, pour s'assurer que les programmes et les initiatives destinés à protéger et à aider les enfants victimes d'exploitation et de sévices sexuels ne comportent pas des effets négatifs involontaires ou imprévus;

q) Mettre au point, en consultation avec les fabricants de matériel informatique et de logiciels, les prestataires de services sur Internet, les législateurs, les parents et les enfants eux-mêmes, des stratégies sur la manière de limiter les risques d'utilisation d'Internet pour l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales;

r) Rechercher des accords constructifs avec les sociétés de médias afin de protéger les enfants contre les influences néfastes; rassembler des renseignements sur les diverses tentatives d'accords passés volontairement avec des compagnies de médias sur les mesures positives visant, par exemple, à ne pas diffuser d'émissions violentes à certaines heures et à exposer clairement leur contenu avant les émissions, ainsi qu'à mettre en place des dispositifs techniques tels que les puces spéciales "V-chips" permettant aux consommateurs de bloquer la diffusion de certains types d'émissions.

2. Réaction et intervention

144. Les médias et l'éducation jouent non seulement un rôle primordial dans la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, mais disposent d'énormes moyens et sont dans une certaine mesure tenus de mettre en place des mécanismes d'intervention qui leur permettront d'agir efficacement chaque fois qu'ils ont connaissance de cas de sévices sexuels dont sont victimes des enfants. Les recommandations ci-après s'adressent à tous les agents des secteurs des médias et de l'éducation pour qu'ils puissent répondre aux appels de détresse des enfants :

a) Faire connaître les mécanismes permettant de signaler les délits dont sont victimes les enfants;

b) Faire connaître les mécanismes d'intervention ainsi que les organisations et les institutions chargées de prêter assistance aux enfants, notamment les lignes téléphoniques spéciales et les centres de coordination des départements ministériels, des établissements d'enseignement et des collectivités locales;

c) Sensibiliser le personnel des médias et les enseignants aux risques de revictimisation des enfants traumatisés et prendre les mesures nécessaires pour éviter ces risques;

d) Mettre au point et exécuter des programmes de formation à l'intention de tous les acteurs de la société qui sont en contact avec les enfants, notamment les enseignants, les parents, les travailleurs sociaux, les agents de l'ordre public et autres, afin de :

i) Détecter les premiers signes de sévices physiques ou sexuels;

ii) Se familiariser avec les techniques permettant de s'entretenir avec les enfants victimes de sévices et de les mettre en confiance;

iii) Mener des actions de sensibilisation afin d'éviter que les enfants ne soient de nouveau victimisés.

e) Rendre compte de manière précise et humaine des cas de sévices sexuels, en protégeant notamment l'identité, la dignité et l'intégrité des victimes;

f) Sensibiliser le public aux besoins des enfants victimes d'exploitation et de sévices sexuels afin d'éviter l'ostracisme, la victimisation ou les châtiments injustes;

g) "Rompre le silence" en encourageant le public à informer les autorités compétentes de toute activité suspecte qui risque de mettre en danger les enfants, afin de contribuer à identifier et à appréhender les auteurs de sévices sexuels;

h) Promouvoir et renforcer la notion de responsabilité collective en matière de protection et d'assistance aux enfants et à leur famille;

i) Mobiliser le secteur privé, notamment les industries informatiques, pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, notamment en ouvrant des sites spéciaux permettant aux usagers de signaler la présence de matériaux potentiellement dangereux sur Internet afin d'encourager les mécanismes d'autoréglementation.

3. Réadaptation et réinsertion

145. En vertu de l'article 39 de la Convention relative aux droits de l'enfant, tout enfant victime de toute forme d'exploitation ou de sévices doit bénéficier des soins nécessaires à sa réadaptation physique et psychologique et à sa réinsertion sociale dans des conditions qui favorisent sa santé, son respect de soi et sa dignité. Ainsi, il ne suffit pas de répondre aux appels de détresse des enfants victimes en les sortant d'une situation difficile ou en éliminant les causes de cette situation. Cette intervention, qui s'articule autour des quelques axes évoqués ci-dessus, doit être suivie d'une action efficace pour mettre au point un traitement à même de réparer les dommages

causés à l'enfant. On trouvera ci-après quelques recommandations qui visent à faciliter la réadaptation et la réinsertion sociale des enfants :

a) Faire en sorte que tous les programmes et les initiatives de réadaptation et de réinsertion soient évalués par des psychologues professionnels, des psychiatres ou autres personnes ou organisations qualifiées, de manière à permettre aux enfants victimes d'en tirer le meilleur profit et à en éliminer les effets négatifs éventuels; assurer un suivi périodique de l'exécution de ces programmes et initiatives pour que les enfants reçoivent l'assistance et les soins appropriés;

b) Mobiliser et faire participer le secteur privé en mettant l'accent sur la situation des enfants économiquement défavorisés en vue de prendre des initiatives dynamiques à même d'offrir de nouveaux débouchés aux enfants victimes de l'exploitation sexuelle, de la prostitution et de la pornographie (activités génératrices de revenus, apprentissage ou formation professionnelle);

c) Intensifier les efforts en faveur des enfants qui ont abandonné leur scolarité et qui sont en grave danger d'être exploités sexuellement ou autrement; ces enfants devraient recevoir un hébergement et une éducation leur permettant de vivre autrement que dans la rue;

d) Offrir des services consultatifs gratuits aux enfants victimes et à leur famille pour faciliter leur réinsertion sociale;

e) Faire appel aux enseignants et à d'autres enfants victimes pour favoriser la réinsertion scolaire des enfants victimes, tout en respectant leur intimité et leur intégrité.

B. Mise en place de réseaux entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales

146. Comme la Rapporteuse spéciale l'a souligné dans son rapport à l'Assemblée générale, la lutte contre l'exploitation et les sévices sexuels des enfants exige une coopération active et efficace, non seulement entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales, mais aussi entre ces dernières. Tout en se félicitant que les gouvernements et les organisations non gouvernementales de nombreux pays coopèrent d'ores et déjà pour défendre et protéger les droits de l'enfant, la Rapporteuse spéciale se doit toutefois de noter que les domaines d'intervention et les responsabilités des uns et des autres ne sont pas encore clairement définis au niveau national. C'est ainsi qu'à son avis, la plupart des initiatives et programmes sont circonstanciels et indépendants les uns des autres de sorte qu'il n'existe aucune coordination en matière de mise en place de réseaux ou de mobilisation de ressources. Aussi, la coopération et la transparence dans le partage des informations et des données d'expérience en matière de protection des droits de l'enfant permettront de renforcer les capacités d'intervention de toutes les organisations concernées, qu'elles soient gouvernementales ou non gouvernementales.

147. On trouvera ci-après une liste non exhaustive des obstacles qui entravent la mise en place de réseaux efficaces :

a) Les organisations, qu'elles soient gouvernementales ou non gouvernementales, s'engagent souvent dans des projets trop ambitieux ou trop vastes pour être efficaces;

b) L'absence de coordination, qui se manifeste souvent dès l'étape de la collecte de fonds, se traduit par des doubles emplois et des chevauchements d'activités dans un seul secteur, alors que d'importants domaines d'intervention en faveur des enfants sont négligés;

c) La course au financement favorise souvent la concurrence entre les différentes organisations ainsi que le culte du secret;

d) Les organisations ne sont pas comptables de la non-exécution des projets.

148. Tout en reconnaissant que la mise en place de réseaux n'est pas toujours possible, la Rapporteuse spéciale estime qu'elle reste nécessaire, non seulement pour fournir une assistance multiforme aux enfants, de l'étape de la prévention à celle de la réadaptation, mais aussi pour renforcer les capacités d'action de chaque organisation en vue d'atteindre cet objectif commun. On trouvera ci-après quelques recommandations à cet effet :

a) Les organismes de financement et les donateurs doivent être disposés à financer des projets et des initiatives dans tous les domaines liés à la protection et à la promotion des droits des enfants afin que ces derniers puissent en tirer le maximum de profit;

b) Les organismes de financement et les donateurs doivent évaluer soigneusement les projets en fonction des conditions qui règnent dans le pays concerné et dans le cadre des activités déjà entreprises dans les domaines connexes;

c) Les gouvernements, les organismes de financement et les organisations non gouvernementales doivent tenir des réunions consultatives pour mettre au point une stratégie efficace d'établissement de réseaux, notamment en mettant au point un répertoire des organisations qui s'occupent de l'enfance avec une description de leurs domaines d'activité et d'intervention respectifs;

d) Les organismes des Nations Unies doivent également favoriser ces mesures de coopération et de coordination afin de mettre le maximum de ressources au service des enfants.
